



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS  
DÉPARTEMENT DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

**Les fusions et acquisitions des petites et moyennes entreprises au Québec :  
Une analyse des tendances intersectorielles.**

PAR

JASON LÉTOURNEAU

Étudiant au 2e cycle, Université du Québec en Outaouais  
Maîtrise en administration des affaires (MBA)  
Services financiers

SOUS LA DIRECTION DE

BARROSO DA GRAÇA, TARCISIO, PH.D.

Professeur au département des sciences administratives  
Université du Québec en Outaouais

5 février 2023

## Sommaire

Cet ouvrage a pour objectif de répondre à la problématique du manque d'informations quantitatives au sujet des transactions de fusion et acquisition des petites et moyennes entreprises québécoises. À partir des bases de données publiques du registraire des entreprises du Québec, un chiffrier permettant de facilement extraire des informations générales sur les transactions des 5 dernières années, dans la province, a été mis sur pieds.

Dans cet ouvrage, vous trouverez la méthodologie utilisée dans la construction de cette base de données de 22 558 entrées. Il sera aussi possible de trouver de l'information sur les données secondaires utilisées dans l'assemblage du document, ainsi qu'une documentation exhaustive des différentes variables qui y sont comprises. Vous trouverez également, la distribution des données du document en fonction de l'intervalle d'emploi et du secteur macroéconomique des entreprises composant la base de données. Les tendances de marché au niveau des fusions et acquisitions en fonction des différents secteurs d'activité économiques y sont décrites. Finalement, des informations sur le nombre de transactions de fusion et acquisition au cours des 5 dernières années et une analyse sommaire des données à l'aide du processus des chaînes de Markov y sont présentés. À partir de ces analyses vous trouverez des informations sur les principales tendances dans l'évolution des secteurs industriels de la province. Une quantification du déplacement des entreprises des secteurs primaires et secondaires vers le secteur tertiaire a été réalisée.

Les données analysées permettent de quantifier les tendances des fusions et acquisitions entre 2019 et 2022. Durant cette période, 13 308 transactions de ce type ont été réalisées au Québec, touchant de ce fait 22 558 entreprises. Au seuil minimal, ces entreprises employaient 207 944 employés dans la province. La compilation annuelle de ces transactions permet de constater l'évolution du nombre de transactions, particulièrement de constater une baisse de l'ordre de 11,2 % du nombre de transactions en 2020, suivi d'une hausse de 15,6 % en 2021.

En fonction des trois grands secteurs macroéconomiques, les transactions composaient 682 entreprises du secteur primaire, 2 463 entreprises du secteur secondaire et 19 413 du secteur tertiaire. Il est possible de constater, entre autres, une compression du nombre total d'entreprises de l'ordre de 9 245 entreprises. Cette compression est attribuable à une diminution de 23,8 % pour

les entreprises du secteur primaire, 43,3 % pour le secteur secondaire et 40,9 % pour le secteur tertiaire.

À l'aide des chaîne de Markov, il fut possible de modéliser le phénomène et de constater une tendance de tertiarisation des entreprises procédant à des opérations de fusions et acquisitions. En l'occurrence, une probabilité de déplacement des entreprises du secteur primaire et secondaire de 19 % et 32 % respectivement, vers le secteur tertiaire. À l'inverse, 92 % des entreprises du secteur tertiaire tendent à demeurer dans le même secteur des suites d'une opération de fusion acquisition. Plusieurs autres statistiques et compilation sont également mises de l'avant dans les pages de ce document. Celles-ci portent lumière sur les transactions réalisées entre les milliers d'entreprises québécoises au travers les années.

La mise de l'avant de cet ouvrage a pour but d'offrir des informations uniques sur les transactions réalisées du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021. Ces informations pourront possiblement être utiles dans le cadre de futures recherches ou études plus approfondies concernant les F&A.

Le mérite de cet ouvrage est attribuable à la tenue des bases de données rendues publiques par le registraire des entreprises du Québec. Données sans lesquelles la rédaction n'aurait pu être possible. Il est également important de souligner l'apport du directeur de cet essai, Professeur Tarcisio Barroso Da Graça, en raison de sa contribution en temps, ses conseils et son engagement tout au long de ce projet.

\*\* Les informations contenues dans cet ouvrage se basent sur des bases de données du registre des entreprises du Québec et ne doivent donc pas faire l'objet d'utilisation à des fins commerciales. \*\*

## Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	<b>2</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>4</b>
<b>Avant-propos</b> .....	<b>6</b>
<b>1. Introduction</b> .....	<b>7</b>
Définitions.....	8
<b>1.1 Les variables</b> .....	<b>10</b>
1.1.1 Variables concernant la transaction (section 1 du chiffrier).....	11
1.1.2 Variables relatives aux entreprises comprises dans la transaction (section 2 et 3 du chiffrier).....	11
1.1.3 Spécifications.....	12
<b>1.2 Les données : Format transactionnel</b> .....	<b>13</b>
<b>2. Méthodologie</b> .....	<b>15</b>
<b>2.1 Les données secondaires</b> .....	<b>15</b>
2.1.1 Jeu de données « Entreprise ».....	16
2.1.2 Jeu de données « Fusion et scission ».....	17
<b>2.2 Manipulations</b> .....	<b>17</b>
2.2.1 Dans le fichier FusionScission.....	17
<b>2.3 Exclusions</b> .....	<b>18</b>
2.3.1 Nettoyage des données.....	19
<b>2.4 Classification des entreprises</b> .....	<b>22</b>
2.4.1 Intervalle d'emploi.....	22
2.4.2 Classification par code d'activité économique.....	23
2.4.3 Secteur macroéconomique.....	23
2.4.4 Formalités d'immatriculation des entreprises du registre.....	26
2.4.5 La radiation.....	27
2.4.6 Système de classification par régime juridique.....	27
<b>3. Présentation des données</b> .....	<b>28</b>
<b>3.1 Distribution des données</b> .....	<b>29</b>
3.1.1 Distribution en fonction de l'intervalle d'emploi.....	29
3.1.2 Distribution en fonction du secteur macroéconomique.....	32
<b>3.2 Nombre de transactions</b> .....	<b>33</b>
<b>3.3 Chaînes de Markov</b> .....	<b>34</b>

3.3.1 Application .....	34
3.3.2 Les matrice de Markov .....	34
<b>3.4 Tendances .....</b>	<b>37</b>
3.4.1 Compression du nombre d'entreprises.....	37
3.4.2 Secteur primaire.....	38
3.4.2 Secteur secondaire.....	39
3.4.3 Secteur tertiaire .....	40
<b>4. Conclusion .....</b>	<b>41</b>
<b>5. Bibliographie .....</b>	<b>43</b>
<b>6. Annexes.....</b>	<b>48</b>
6.1 Annexe 1 .....	48
6.1.2 Code d'utilisation des variables .....	49
6.2 Annexe 2 .....	51
6.2.1 Code d'activité économique (CAE).....	51
6.2.2 Code de régime juridique.....	53
6.3 Annexe 3 .....	55
6.3.1 Figure 1.....	55
6.3.2 Figure 2.....	55
6.3.3 Figure 3.....	56
6.4 Annexe 4 .....	57
6.5 Annexe 5 .....	58

## Avant-propos

En 2021, au Québec, les entreprises de petite et moyenne taille représentaient 99,74% du nombre d'enregistrements commerciaux. Pour le Canada, il s'agissait de 99,78% des entreprises (Statistique Canada, 2022a). Cette majorité écrasante d'entreprises employait, au Québec, en moyenne 81,85% de l'effectif total de main-d'œuvre active du secteur privé en 2021 (Statistique Canada, 2022b).

En 2019, les PME ont contribué à 86,4% de la croissance totale de l'emploi au Québec. Cette même année, les PME canadiennes exportaient à hauteur de 216,52 milliards de dollars, soit 40,6% des exportations du Canada (Gouvernement du Canada, 2020). Leur contribution annuelle au PIB canadien, de 2003 à 2016, était en moyenne de 38,84% pour les petites entreprises et de 12,63% pour les moyennes entreprises (Gouvernement du Canada, 2020). Les PE entre 2014 et 2019 ont contribué à hauteur de 35,8% de la croissance nette de l'emploi au Canada, en créant 276 600 emplois. Les ME quant à elles 25,4%, en créant 195 800 emplois (Gouvernement du Canada, 2020).

Malgré l'importance des PME pour l'économie canadienne et québécoise, ce segment s'avère être trop peu documenté, particulièrement en ce qui a trait aux données disponibles sur les opérations de fusion et d'acquisition entre ces acteurs. Souvent citées comme étant le « poumon économique du Canada »<sup>1</sup>, la contribution des petites et moyennes entreprises est indéniable et fondamentale au pouvoir économique canadien, ainsi qu'à la création d'emplois. L'information concernant les transactions entre ces entreprises est toutefois très peu accessible et souvent utilisée à des fins commerciales, plutôt qu'académique. Les études concernant ce segment portent principalement sur des secteurs économiques nichés et spécifiques à des industries relevant généralement du secteur primaire. Ces faits sont, en majeure partie, le motif de ce document, soit celui de mettre en lumière un portrait macro de ce créneau sous-étudié.

---

<sup>1</sup> (Normandin, 2016) (Laprade, 2011) (Halin, 2015).

## 1. Introduction

Cet essai a pour objectif d'offrir un panel de données quantitatives permettant une analyse approfondie, ainsi qu'un portrait macro des fusions et acquisitions (F&A) des PME de la province. Les grandes entreprises n'ont pas été écartées des données de cette recherche en raison de l'importante relation entre celles-ci et les PME. L'objectif était toutefois de d'illustrer dans quelle mesure les PME avaient un lien avec les grandes et ainsi qu'entre-elles. Grâce aux données rendues disponibles par le gouvernement du Québec, il est possible de consulter aisément les informations de ces entreprises immatriculées dans la province. Une problématique subsiste toutefois; les données comprises au registre sont difficilement utilisables à des fins de recherche ou d'étude. Les informations de ces entreprises ne sont disponibles qu'en consultant individuellement chacune d'entre elles. Cela peut être fait, soit par le biais de l'outil de recherche du registraire des entreprises, ou encore, en consultant plusieurs fichiers disponibles (sur leur site web)<sup>2</sup> (Gouvernement du Québec, 2022a) tout en conciliant les informations. Ces données se trouvent alors difficiles à analyser dans leur ensemble. Cette problématique est attribuable au format de la base de données employée.

Les bases de données de type registre sont basées sur le principe d'affichage des informations en fonction de l'accumulation des entrées qui y sont faites. Les entrées d'informations y sont périodiques et sont, en quelque sorte, des mises à jour de l'information. Ceci permet de facilement consulter les renseignements d'une entreprise particulière au registre et de consulter, en un même endroit, toutes les entrées d'informations la concernant. Cela complique toutefois la mise en relation des informations, entre les entreprises, ainsi que la consultation des informations des différents acteurs de la transaction. Ce faisant, l'objectif principal de ce registre est de recenser les informations des entreprises et de les rendre disponibles au public. Dans celui-ci, outre la compilation des transactions de fusions et acquisitions (en fonction de la date et des numéros d'entreprises), les informations ne permettent pas de dresser un portrait général des entreprises faisant partie de ces transactions.

---

<sup>2</sup> <https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/default.aspx>

C'est donc ce qui a été réalisé dans le cadre de cet ouvrage. Le fichier construit afin de répondre à cette problématique comprend donc des données plus étoffées, concernant les fusions et acquisitions réalisées, au Québec, du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 janvier 2021. Afin d'apporter plus de valeurs à ces informations, plusieurs variables ont été ajoutées à partir d'autres segments du registre des entreprises. Permettant ainsi de classifier les entreprises et d'ajouter une profondeur aux données qui y sont représentées, et ce, tout en facilitant l'analyse. Ce chiffrier, dans sa forme finale, a été nommé F&A – PME QUÉBÉCOISES.xls et est disponible à même titre que ce document.

Grâce à ce jeu de données, il fût possible d'extraire plusieurs informations et distributions intéressantes concernant les fusions et acquisitions au sein de la province. Également, grâce à la mise en application du modèle des chaînes de Markov, il fût possible de mettre en lumière les principales tendances d'évolution des entreprises au sein des différents secteurs industriels de l'économie québécoise.

### Définitions

La banque de développement du Canada définit les fusions et acquisitions comme étant un regroupement de deux entités commerciales en une seule. « On parle d'une fusion lorsque deux entreprises forment une nouvelle entité. Dans le cas d'une acquisition, une entreprise en achète une autre et intègre ses activités à les siennes. » (BDC, 2021)

Le gouvernement du Québec, par le biais du portail du registraire des entreprises, définit deux types de fusions : La fusion ordinaire et la fusion simplifiée.

#### La fusion ordinaire :

« La fusion ordinaire permet à un regroupement de plusieurs sociétés par actions, régies par la LSA, de fusionner dans le but de former une seule et même société par actions régie par cette loi. Lors de ce type de fusion, un nouveau numéro d'entreprise du Québec (NEQ) est attribué à la nouvelle société par actions. »

(Gouvernement du Québec, 2021a)

### La fusion simplifiée :

« La fusion simplifiée permet de fusionner plusieurs sociétés qui, en raison du contrôle exercé par l'une d'entre elles sur les autres, s'unissent pour former une nouvelle société régie par la LSA. La société mère ou la société dont les actions ne seront pas toutes annulées conservera son NEQ. »

(Gouvernement du Québec, 2021a)

## 1.1 Les variables

Les variables comprises dans cet ouvrage ont été divisées en trois sections afin de faciliter la compréhension du chiffrier. Chaque colonne représente une variable attribuable à une entreprise dans la transaction, alors que chaque ligne représente une entreprise comprise dans l'opération ou encore une opération de fusion, acquisition ou scission.

Le chiffrier comprend trois sections en colonne, totalisant 26 variables, tel de représentées dans le tableau 1.1 :

<b>Tableau 1.1 – Présentation des sections du chiffrier</b>		
Section	Contenu de la section	Nb. de variables
1	Variables informatives de la transaction.	6
2	Variables informatives de l'entreprise résultante ou acquérant dans la transaction.	11
3	Variables informatives de l'entreprise comprise dans la transaction ou acquise.	9

### 1.1.1 Variables concernant la transaction (section 1 du chiffrier)

Les variables comprises dans le tableau 1.1.1 sont les variables attachées aux opérations de fusion et d'acquisition. Celles-ci composent les informations concernant la transaction (soit essentiellement les numéros d'entreprises comprises dans la transaction), la relation entre ces entreprises ainsi que la date de prise à effet. Elles se trouvent dans la section 1 du chiffrier et sont donc en colonne dans celui-ci. Les différents codes d'utilisation de ces variables peuvent être retrouvés dans le guide d'utilisation du registre des entreprises (Registraire des entreprises, 2019) ou encore à l'annexe 6.1.2 de cet ouvrage.

<b>Tableau 1.1.1 – Variables de la section 1</b>	
NEQ	Numéro d'entreprise du Québec.
NEQ_ASSUJ_REL	Numéro d'entreprise du Québec, de l'entreprise faisant partie de la fusion.
COD_REL_ASSUJ	Code qui indique la relation existante entre les entreprises.
DAT_EFCTVT	Date de début de relation entre les entreprises.
TRIMESTR_FUS <sup>3</sup>	Trimestre du début de la relation entre les entreprises.
ANNÉE_FUS <sup>4</sup>	Année de la fusion

(Registraire des entreprises, 2019)

### 1.1.2 Variables relatives aux entreprises comprises dans la transaction (section 2 et 3 du chiffrier)

Les variables comprises dans le tableau 1.1.2 concernent les sections 2 et 3 du chiffrier. Ce sont les informations qui touchent directement les entreprises comprises dans la transaction. Celles-ci apportent des renseignements complémentaires à la transaction, notamment pour ce qui a trait au nombre d'employés et au secteur d'activité, qui seront, à leur tour, analysés dans cet ouvrage.

<sup>3</sup> Cette variable ne fait pas partie des jeux de données disponibles sur la page web du registraire des entreprises (Gouvernement du Québec, 2022b). Celle-ci a été ajoutée en fonction de la date de transaction afin de faciliter la compilation des résultats.

<sup>4</sup> Cette variable ne fait pas partie des jeux de données disponibles sur la page web du registraire des entreprises (Gouvernement du Québec, 2022b). Celle-ci a été ajoutée en fonction de l'année de transaction afin de faciliter la compilation des résultats.

Étant donné la répétition des variables dans la section 2 et 3, celles qui touchent la section 3 (entreprise fusionnée ou acquise) sont identifiées par le chiffre 2 dans le chiffrier. Ex : « IND\_FAIL » et « INF\_FAIL2 ». À l'inverse, celles qui ne comprennent pas de chiffre, concernent l'entreprise résultant de la fusion.

<b>Tableau 1.1.2 – Variables de la section 2 et 3</b>	
IND_FAIL	Indicateur de faillite.
DAT_IMMAT	Date d'immatriculation
COD_REGIM_JURI	Code associé au régime juridique sous lequel a été constitué l'entreprise.
COD_INTVAL_EMPLO_QUE	Ordre de grandeur du nombre d'employés au Québec.
COD_STAT_IMMAT	Statut d'immatriculation.
COD_REGIM_JURI_CONSTI	Code du régime juridique lors de la constitution.
COD_ACT_ECON_CAE	Code de l'activité économique.
SECT_MACRO <sup>5</sup>	Secteur macroéconomique de l'entreprise.
DESCRIPTION	Description du code d'activité économique.

### 1.1.3 Spécifications

La plupart des variables détaillées précédemment figuraient dans les différentes bases de données du registre des entreprises du Québec (Registraire des entreprises, 2019). Les noms de ces variables ont donc été conservés afin de permettre une conciliation entre les fichiers du registre et cet ouvrage. Il est cependant important de noter que les variables « TRIMESTR\_FUS », « ANNÉE\_FUS » et « SECT\_MACRO » ne figuraient initialement pas aux fichiers originaux du registre des entreprises. Celles-ci ont plutôt été ajoutées à des fins de compilation, dans les sections du chiffrier. Elles ont ainsi été créées à partir des informations d'autres variables afin de faciliter le traitement des données lors de la compilation des résultats.

<sup>5</sup> Cette variable ne fait pas partie des jeux de données disponibles sur la page web du registraire des entreprises. Celle-ci a été ajoutée en fonction d'un regroupement des données de la variable COD\_ACT\_ECON\_CAE (voir section 2.4.3).

Les variables « COD\_ACT\_ECON\_CAS\_TOUS » et « SECTE\_MACRO\_TOUS » ont également été ajoutées, afin de permettre de mesurer les impacts totaux des fusions, sur le nombre d'entreprises et d'emplois, dans les secteurs macroéconomiques primaires, secondaires et tertiaires. Celles-ci ont été ajoutées au chiffrier, mais ne sont pas présentées dans ce document. Ce sont des variables qui ont été utilisées dans le simple objectif de compiler le nombre d'entreprises en provenance d'autres secteurs économiques.

## 1.2 Les données : Format transactionnel

Chaque ligne de la base de données correspond à une entreprise comprise dans une opération de fusion. On y retrouve les informations de l'entreprise résultante (section 2), les informations de l'entreprise fusionnée (section 3) ainsi que les informations de la transaction (Date effective de la fusion, Code de relation entre les entreprises, etc.) (section 1).

Plusieurs lignes de données ne comprennent aucune information concernant l'entreprise résultante (NEQ). Ces lignes ne sont pas des doublons ou des erreurs. Elles sont en relation avec une autre ligne du chiffrier sur lesquelles les informations de l'entreprise se trouvent. Pour des fins d'analyse et de compilation, il était impossible de remplir les informations de toutes les entreprises résultantes, sur chacune des lignes, dans le traitement des données. C'est donc pour cette raison que certaines variables de la section 1 ne comprennent pas de données. Les informations ne sont toutefois pas manquantes, mais bien disponibles sur la ligne correspondant à autre entreprise comprise dans cette même fusion, normalement la première ligne contenant le NEQ. Cette forme est similaire à celle trouvée dans le fichier original.

Exemple :

Section 1			Section 2	Section 3
NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	COD	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
1172743859	1171179428	FO	REMP LIS	REMP LIS
1172743859	1165327371	FO	<b><u>VIDE</u></b>	REMP LIS

Ici, les entreprises 1171179428 et 1165327371 ont procédé à une opération de fusion ordinaire, créant par incidence, l'entreprise 1172743859. Parfois, les opérations génèrent un nouveau NEQ.

Dans d'autres cas, elles reprennent le NEQ d'une des entreprises faisant partie de la fusion. Les informations des deux entreprises comprises dans la fusion sont alors inscrites en plusieurs colonnes de variables (section 3). Les informations de l'entreprise 1140175911 sont inscrites en plusieurs colonnes de variables, mais seulement sur la première ligne (section 2, ligne 1), afin d'éviter la répétition, la section 2 est donc vide en ligne 2. Ce scénario est fréquent dans la base de données et ce, en raison de son format. De plus, dans plusieurs cas, tel que dans celui d'une fusion avec de multiples entités, on peut retrouver plusieurs lignes vides pour un même NEQ.

Dans d'autres circonstances, l'entreprise acquérant, fusionne uniquement avec une autre entreprise. Cette transaction est donc représentée par une seule ligne de données. Ces opérations représentent généralement une acquisition plutôt qu'une fusion.

Exemple :

Section 1			Section 2	Section 3
NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	COD	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
1142223735	1160497310	FS	REMP LIS	REMP LIS

Ici, l'entreprise 1160497310 fusionne avec l'entité 1142223735 qui conserve son NEQ.

Finalement, le troisième cas retrouvé consiste en deux ou plusieurs entreprises effectuant une opération de fusion en conservant le NEQ d'une des entreprises comprises dans la fusion.

Exemple :

Section 1			Section 2	Section 3
NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	COD	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
1142165928	1142165928	FS	REMP LIS	REMP LIS
1142165928	1170473079	FS	<b><u>VIDE</u></b>	REMP LIS

Dans le cas ici présent, l'entreprise 1170473079 et 1142165928 par fusion simplifiée se regroupent en une seule entité en conservant le NEQ d'une des deux entités.

## 2. Méthodologie

Afin de répondre à la problématique, soit le manque de données quantitatives concernant les fusions/acquisitions entre petites et moyennes entreprises, une conciliation de plusieurs sources de données fût nécessaire. Cette opération de conciliation, entre plusieurs fichiers extraits du registre, permettant de créer une base de données facilement analysable, représente donc le cœur de cet ouvrage. Une suite de chiffriers a donc été créée, tout au long de ce processus, afin d'en arriver à un document final. Ceux-ci seront rendus disponibles au même titre que cet ouvrage.

### 2.1 Les données secondaires

Les données utilisées, dans le cadre de cet essai, proviennent principalement du registraire des entreprises du Québec (Gouvernement du Québec, 2021b)<sup>6</sup>. Il s'agit de l'une des rares sources de données secondaires concernant les entreprises du Québec, ce qui est encore plus vrai en ce qui concerne les entreprises privées. Celles-ci sont mises à jour en fonction des renseignements fournis par les entreprises y étant immatriculées.

Les deux jeux de données principaux, exportés en date du 15 décembre 2021:

- Entreprise.csv
- Fusion et scission.csv

Ceux-ci sont décrits de manière plus détaillée dans les sections suivantes.

#### Mention particulière:

Les données fournies par le registraire ou contenues dans cet ouvrage ne doivent pas faire l'objet d'utilisations à des fins commerciales quelconques. L'utilisation des données, dans le cadre de ce travail, est attribuable à la tenue du registre par les instances du gouvernement du Québec ayant permis l'accès public à ces informations. Les manipulations et agencements réalisés, dans cet ouvrage, ne sont toutefois pas attribuables à la tenue du registre et n'ont pas été réalisés en partenariat avec les instances du registraire, mais bien par l'auteur de cet ouvrage. Celui-ci s'engage à ne pas induire en erreur ou encore donner une image inexacte des données ou de leur

---

6

[https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/ROAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2\\_22A\\_PIU\\_RecupDonnPub\\_PC/Pa geDonneesOuvrtes.aspx](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/ROAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2_22A_PIU_RecupDonnPub_PC/Pa geDonneesOuvrtes.aspx)

source par l'utilisation de celles-ci dans le cadre de cet ouvrage. Les manipulations réalisées dans le cadre de cet ouvrage sont en concordance avec les normes en matière de données et aux métadonnées émises par Statistique Canada (Statistique Canada, 2022d).

Mention au registre :

« La licence d'utilisation liée au jeu de données du Registraire des entreprises est Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0). [...] Celle-ci vous permet d'arranger et d'adapter le jeu de données à des fins non commerciales, pourvu que le mérite soit attribué au Registraire des entreprises. Assurez-vous que vous n'utilisez pas les données d'une manière qui suggère un statut officiel du registre des entreprises. Veillez à ne pas induire quiconque en erreur et à ne pas donner une image inexacte des données ou de leur source. »

(Registraire des entreprises, 2019)

### 2.1.1 Jeu de données « Entreprise »

En ce qui concerne le jeu « Entreprise », il contient des informations générales concernant les entreprises enregistrées au Québec depuis 1994, toujours existantes ou non<sup>7</sup>. Il contient 2 518 879 lignes de données et au minimum 34 colonnes de variables par ligne (maximum 37). On y trouve notamment :

- Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ), clé unique permettant d'identifier chacune des entreprises.
- Les informations du régime juridique sous lequel les entreprises sont constituées.
- L'intervalle d'emploi dans lequel l'entreprise se trouve.
- Les dates de création, cessation (s'il y a lieu) et d'immatriculation.

On y retrouve également le code d'activité économique de chacune des entreprises (CAE), soit le système de classification émis par le gouvernement du Québec (Gouvernement du Québec, 2019a). Ce dernier est disponible sur le site du registraire. D'autres informations sur chacune des entreprises sont également disponibles, plusieurs de celles-ci n'ont pas été retenues dans le cadre de cet essai, faute de pertinence (Voir Figure A, annexe 1).

---

<sup>7</sup> « Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, toute entreprise faisant des affaires au Québec est tenue de s'immatriculer. Les entreprises doivent déclarer notamment le nom et l'adresse personnelle de leurs actionnaires, de leurs administrateurs, de leurs associés et de leurs dirigeants non-membres du conseil d'administration, leurs activités, l'adresse de leurs établissements et les autres noms sous lesquels elles exercent leurs activités. » (Gouvernement du Québec, 2016)

### 2.1.2 Jeu de données « Fusion et scission »

Le jeu de données « Fusion et scission » comprend les informations des fusions d'entreprises québécoises ou possédant des établissements dans la province et qui ont participé à une opération de fusion, acquisition ou scission depuis 1994 (Gouvernement du Québec, 2016). Les informations y sont compilées en 101 483 lignes, comprenant chacune entre 7 et 10 colonnes de variables. Ces lignes contiennent le NEQ de l'entreprises résultant de la fusion et le NEQ des entreprises comprises dans la fusion, soit deux clés uniques par ligne. Elles contiennent également le nom de l'entreprise résultante ainsi que le code de relation entre les entreprises (Voir Figure C, Annexe 1). Finalement, la date à laquelle l'opération a été enregistrée y est également indiquée (Voir Figure B, annexe 1). Les manipulations ont été réalisées à l'aide du logiciel d'analyse statistique SPSS, en raison du nombre de lignes important dans chacun de ces fichiers.

## **2.2 Manipulations**

Dans l'objectif d'ajouter de l'information sur les entreprises comprises dans une fusion, au cours des dernières années, certaines variables figurant au fichier « Entreprise.csv » ont été combinées au fichier « FusionScission.csv ».

L'objectif principal de cette combinaison des deux fichiers était d'obtenir les informations relatives : aux secteurs d'activité économique, l'intervalle d'emploi ainsi qu'à d'autres variables informatives concernant les entreprises ayant fait partie d'une fusion. Ce faisant, le résultat de cette combinaison permet de consulter le nombre d'entreprises comprises dans la fusion, de comparer leur taille (en fonction du nombre d'employés) ainsi que leur secteur d'activité à la suite de la fusion.

### 2.2.1 Dans le fichier FusionScission

En fonction de la variable NEQ (variable clé unique entre les deux fichiers) représentant l'entreprise résultante de la fusion, les données informatives, provenant du fichier entreprise, ont été greffées. Les variables du fichier entreprise n'ayant pas de valeur correspondante, dans le fichier de destination, ont alors été retirées.

Par la suite, une deuxième importation de données a été réalisée afin d'ajouter les informations des entreprises comprises dans la fusion (Variable NEQ\_ASSUJ\_REL). Cette deuxième clé correspond, elle aussi, aux numéros d'entreprise du Québec. Elle se réfère également au fichier « Entreprise.csv » comme lors de l'importation précédente. Tel qu'effectué dans le cas de la première manipulation, les données n'ayant pas de valeur correspondante ont été écartées. Comme mentionné précédemment, ces opérations ont été réalisées à l'aide du logiciel SPSS statistics, en raison du volume d'informations contenu dans le fichier « Entreprise.csv », ne permettant pas d'utiliser un chiffrier.

À titre de vérification du nettoyage des données et afin d'assurer qu'aucune ligne de données n'ait été supprimée, le nombre de ligne a été vérifié à chacune des étapes. De ce fait, 101 483 lignes se retrouvent dans le fichier « FusionScission.csv » original (extrait du site du registraire) et 101 483 lignes se retrouvent dans le fichier « nettoyé » et mis en forme. À la suite de ces étapes, un fichier sous le nom de « Données extraites.xls » est généré. Successivement à ces modifications, le format des données obtenu prenait sensiblement la forme du document final, soit celui décrit dans les parties précédentes de ce document (1.1 et 1.2).

## 2.3 Exclusions

Dans l'objectif de pouvoir travailler plus rapidement les données dans un chiffrier, une réduction du nombre de lignes fût nécessaire. Les observations dont la date d'entrée en vigueur de la relation se situait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 ont donc été mises de côté, permettant de conserver un total de 49 148 lignes. Il s'agit de l'onglet 2010-2022, dans le même chiffrier, soit celui intitulé « Données extraites.xls ».

À la suite de l'examen de plusieurs lignes et à l'aide du portail de recherche du registraire, certaines observations ont révélé la présence d'informations devant être écartées (voir section 2.3.1). Face à l'ampleur du nettoyage à réaliser, un nouvel onglet nommé « 2017-2021 » a été créé. Ce dernier contient uniquement les lignes de données des fusions ayant pour date de prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cet onglet contient 25 518 lignes de données et comprend toutes les opérations de fusion réalisées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2022. Il s'agit de la période finale sur laquelle les analyses ont été basées.

### 2.3.1 Nettoyage des données

À la suite de la définition de la période des données qui allaient être analysées, un traitement des lignes de données fut nécessaire, en raison du format transactionnel de la base de données. Afin d'assurer la qualité de l'inscription des lignes transactionnelles ainsi que la bonne compilation des informations, une formule de validation a été utilisée. Celle-ci servait à valider que les informations de l'entreprise résultante soient bien présentes au fichier et qu'elles ne comportent pas de doublons. Plusieurs lignes contenant des erreurs ont alors été repérées. Dans un premier temps, les lignes dont les informations du NEQ et du NEQ\_ASS étaient manquantes ont été supprimées. Celles-ci n'ajoutant aucune valeur à la compilation des données, elles s'avéraient n'avoir aucune utilité dans la base de données. En effet, en raison de leur configuration qui ne permettait aucune identification, leur pertinence était alors discutable dans le cadre de cet essai. Ces lignes transactionnelles sont toutefois toujours accessibles dans les chiffriers antérieurs ou dans l'onglet « Données extraites » du tableur portant le même nom.

Plusieurs scénarios expliquent le manque d'informations par rapport à ces lignes de données :

1. Le plus fréquent d'entre eux survient lorsque les NEQ des entreprises comprises dans la fusion correspondent à des entreprises dont l'adresse d'immatriculation se situe hors de la province de Québec. Cela se produit lorsque l'une ou plusieurs des entreprises comprises dans la fusion possèdent un établissement au Québec et y emploie de la main-d'œuvre (annexe 3, figure 1). Les lignes ne comprenant alors aucune information concernant l'emploi au Québec ont été supprimées. En effet, ces dernières sont peu représentatives des transactions de la province car elles n'apportent aucune information quant aux entreprises comprises dans la fusion.
2. Similairement au premier scénario, certaines entreprises situées hors de la province se retrouveraient dans le fichier original du registre. Leur présence pouvait être le fruit d'une fusion avec une entreprise québécoise ou dû au fait qu'elles possédaient simplement un établissement à l'intérieur de la province. Ainsi, lors de l'extraction des données de 2010 ou plus récentes, certaines des données se sont alors trouvées vides en raison du format transactionnel (annexe 3, figure 2). Elles ont donc été retirées en raison du manque d'information, 157 erreurs de ce type ont été trouvées.

3. Les entreprises pour lesquelles nous possédons uniquement les informations du NEQ ou simplement les informations du « NEQ\_ASSUJETTI » (annexe 3, figure 3). Pour les mêmes raisons que celles expliquées précédemment, elles ont été retirées de la base de données. Effectivement, leur configuration ne permettait pas d'identifier la partie absorbante ou encore absorbée de la transaction.
4. L'extraction a été réalisée le 15 décembre 2021. Néanmoins, certaines lignes de fusions dont la date de prise à effet de l'opération est postérieure ont tout de même été prises en compte. Elles étaient toutefois, à ce moment, à concrétiser. Cependant, 44 entreprises comprises dans des fusions/acquisitions dont la date de prise à effet se trouve être au premier janvier 2022 ont été retirées.
5. Finalement, les entreprises dont les informations de secteur économique affichaient « non défini » ou « erroné », ont été supprimées. Celles-ci représentaient au total 5 lignes.

Au total, 2 960 lignes ont été supprimées, pour arriver à un total de 22 558 lignes.

Plusieurs lignes de données, dont les adresses de domicile élu se trouvent hors province, ont toutefois été conservées dans le fichier. Effectivement, celles qui affichaient des données d'emploi dans la province de Québec ont été conservées. Bien que plusieurs lignes aient été supprimées par manque d'information, celles dont les informations étaient disponibles ont été conservées, par souci de représentativité des données. En raison de leur apport en termes d'informations pertinentes aux analyses. Seules les lignes contenant les informations d'une entreprise acquiritrice et d'au moins une entreprise absorbée ont été conservées.

Malgré la portée de cet essai, visant particulièrement les petites et moyennes entreprises, les données de grandes entreprises ont également été extraites des bases de données. Effectivement, ces données étant faciles à trier, il est donc simple de les écarter au besoin. Elles peuvent, toutefois, apporter des informations intéressantes concernant la relation entre les PME et les grandes entreprises.

À l'exception des suppressions de données mentionnées ci-haut, les manipulations effectuées dans le fichier extrait du registre n'ont aucune incidence sur les résultats d'analyse. Seul des ajouts

ou retraits de colonnes (variables) d'informations, concernant les entreprises, ont été effectués. Un travail de classement et de tri des variables a également été réalisé afin de faciliter la présentation des données. Les 22 558 lignes sur lesquelles porte cet ouvrage ont alors été exportées et mises en forme, dans un nouveau chiffrier (celui sur lequel s'appuie cet ouvrage,). Chiffrier dans lequel est contenue la version finale des données;

F&A – PME QUÉBÉCOISES.xls

## 2.4 Classification des entreprises

### 2.4.1 Intervalle d'emploi

À des fins de compilation, l'échelle de classification d'entreprises utilisée est celle du Canada, soit la plus fréquemment citée:

<b>Tableau 2.4.1.1 – Classification canadienne en fonction du nombre d'employés</b>	
<b>Nb. D'employés</b>	<b>Taille</b>
1 à 99	Petites entreprises
100 à 499	Moyennes entreprises
500 ou plus	Grandes entreprises

(Gouvernement du Canada, 2020)

En ce qui concerne les données extraites, celles-ci sont différemment classifiées, offrant un portrait plus précis. L'intervalle de classe utilisé dans les données du registre des entreprises du Québec comprend donc 14 classes. La lettre rattachée à une catégorie étant alors la valeur retrouvée dans les données.

<b>Tableau 2.4.1.2 – Intervalle emploi registre des entreprises du Québec</b>		
<b>Catégorie</b>	<b>Taille - Canada<sup>8</sup></b>	<b>Nombre d'employés</b>
A	Petites entreprises	1 à 5
B		6 à 10
C		11 à 25
D		26 à 49
E		50 à 99
F	Moyennes entreprises	100 à 249
G		250 à 499
H	Grandes entreprises	500 à 749
I		750 à 999
J		1000 à 2499

<sup>8</sup> Cette colonne a été ajoutée afin de pouvoir concilier les catégories utilisées par le registre des entreprises du Québec dans la classification Canadienne de Statistique Canada et d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (Gouvernement du Canada, 2020).

K		2500 à 4999
L		5000 ou plus
N	Autres	Non Déclaré
O		Aucun

(Registraire des entreprises, 2019)

Étant donné le manque d'informations au registre concernant les revenus des entreprises y figurant, seuls ces tableaux de classification ont été utilisés à titre de référence dans l'analyse des données.

#### 2.4.2 Classification par code d'activité économique

Le système de classification par secteur d'activité économique des entreprises contenues dans les jeux des données utilisés, est le même que celui pouvant être trouvé sur le site web du registre des entreprises du Québec (Gouvernement du Québec, 2019a). Celui-ci peut être consulté à l'Annexe 6.2.1 de cet ouvrage. Il comprend 1 328 codes différents actuellement en fonction. Ces codes varient entre 0100 et 9999, laissant alors une latitude d'ajouts de codes.

La classification par CAE est similaire au code SCIAN employé par Statistique Canada (Statistique Canada, 2022e), en sa version 2022 version 1.0, qui est généralement plus connue. Tout comme le code SCIAN, le CAE est subdivisé en plusieurs classes de codes. Par exemple, les codes 0100 à 0171 peuvent être regroupés sous un intitulé commun, soit celui d'agriculture. Il en va ainsi pour les autres codes de la liste. Ces intitulés se retrouvent également dans le document du gouvernement du Québec concernant les codes d'activité économique. Celui-ci est aussi disponible sur le site web du registraire. Cette classification a été utile à des fins de compilation des données en fonction du secteur macroéconomique.

#### 2.4.3 Secteur macroéconomique

Cette variable ajoutée, dans les sections 2 et 3 de la base de données, décrit de manière plus large les activités des entreprises qui y sont comprises. Les codes d'activité économique mentionnés dans la section 2.4.2 ont été utilisés dans l'objectif de compiler les données en fonction de leur secteur économique (primaire, secondaire et tertiaire). Grâce à ces renseignements fournis, lors de l'enregistrement ou la mise à jour des informations de l'entreprise, il fut possible de les

classifier. La classification s'appuie sur les définitions des secteurs macroéconomiques provenant du modèle des trois secteurs, développé respectivement dans leurs ouvrages, par Allan Fisher (1935) et Colin Clark (1940) (Schettkat & Yocarini, 2003). Ceux-ci avancent dans leurs travaux l'hypothèse d'un décalage des emplois du secteur primaire vers le secteur secondaire puis du secteur secondaire vers le tertiaire, évoquant de ce fait la segmentation de l'économie (Schettkat & Yocarini, 2003).

Les définitions de ces trois secteurs sont basées sur la 4<sup>e</sup> édition de l'ouvrage « A dictionary of economics » (Black et al., 2013), publié par la presse de l'université d'Oxford, édité par John Black, Nigar Hashimzade et Dareth Myles, en leur sens le plus large. Les différents secteurs y sont définis comme suit :

“The sector of an economy making direct use of natural resources [primary]. This includes agriculture, forestry and fishing, mining, and extraction of oil and gas. This is contrasted with the secondary sector, producing manufactures and other processed goods, and the tertiary sector, producing services.”

(Black & al., 2013)

La structure des codes d'activité économique utilisée au Québec permet de facilement dissocier les principaux secteurs à travers leur codification.

En se basant sur le système de classification utilisé dans le registre des entreprises, chacun des CAE a été attribué à un secteur macroéconomique. Cette classification permet un classement plus large des entreprises. Les différents CAE de chacun des secteurs macroéconomiques peuvent être consultés dans les tableaux suivants :

<b>DESCRIPTIF</b>	<b>CAE</b>	<b>DESCRIPTIF</b>	<b>CAE</b>
Agriculture	0111 à 0171	Mines	0611 à 0629
Pêche et piégeage	0311 à 0339	Extraction du pétrole et du gaz naturel	711
Exploitation forestière	0411 à 0412	Carrières et gravières	0811 à 0821

<b>Tableau 2.4.2.2 – Codes d'activité économique du secteur secondaire</b>			
<b>DESCRIPTIF</b>	<b>CAE</b>	<b>DESCRIPTIF</b>	<b>CAE</b>
Industries des aliments	1011 à 1099	Industries du meuble et des articles d'ameublement	2611 à 2699
Industries des boissons	1100 à 1141	Industries du papier et des produits en papier	2711 à 2799
Industries du tabac	1211 à 1221	Industrie de première transformation des métaux	2911 à 2999
Industries des produits du caoutchouc	1511 à 1599	Industrie de la fabrication des produits métalliques	3011 à 3099
Industries des produits en matière plastique	1611 à 1699	Industries de la machinerie (sauf électrique)	3111 à 3199
Industries du cuir et des produits connexes	1711 à 1719	Industries du matériel de transport	3211 à 3299
Industries du cuir et des produits connexes	1711 à 1719	Industries des produits électriques et électroniques	3311 à 3399
Industries textiles de première transformation	1811 à 1831	Industries des produits minéraux non métalliques	3511 à 3599
Industrie des produits textiles	1991 à 1999	Industries des produits du pétrole et du charbon	3611 à 3699
Industries de l'habillement	2431 à 2499	Industries chimiques	3711 à 3799
Industries du bois	2511 à 2599	Autres industries manufacturières	3911 à 3999

<b>Tableau 2.4.2.3 – Codes d'activité économique du secteur tertiaire</b>			
<b>DESCRIPTIF</b>	<b>CAE</b>	<b>DESCRIPTIF</b>	<b>CAE</b>
Services relatifs à l'agriculture	0200 à 0233	Commerce de détail de meubles, appareils et accessoires d'ameublement de maison	6211 à 6239
Services forestiers	511	Commerce de détail de véhicules automobiles, de pièces et d'accessoires	6311 à 6413
Services miniers	0900 à 0929	Autres types de commerce de détail	6511 à 6599
Imprimerie, édition et industries connexes	2811 à 2851	Commerce de détails hors magasin	6911 à 6921
Constructeurs, promoteurs et entrepreneurs généraux	4011 à 4039	Intermédiaires financiers de dépôt	7011 à 7052
Entrepreneurs spécialisés	4211 à 4299	Sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises	7111 à 7129
Services relatifs à la construction	4411 à 4499	Sociétés d'investissement	7211 à 7299
Transports	4511 à 4599	Sociétés d'assurances	7311 à 7339
Transports par pipelines	4611 à 4619	Autres intermédiaires financiers	7411 à 7499
Entreposage	4711 à 4799	Services immobiliers (sauf les lotisseurs)	7511 à 7599
Communications	4811 à 4842	Agences d'assurances et agences immobilières	7611 à 7613
Autres services publics	4911 à 4999	Services aux entreprises	7711 à 7799
Commerce de gros de produits agricoles	5011 à 5019	Services de l'administration fédérale	8111 à 8176
Commerce de gros de produits pétroliers	5111 à 5112	Services de l'administration provinciale	8221 à 8276

Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons, de médicaments et de tabac	5211 à 5241	Services des administrations locales	8321 à 8375
Commerce de gros de vêtements, chaussures, tissus et mercerie	5311 à 5329	Organismes internationaux et autres organismes extraterritoriaux	8411
Commerce de gros d'articles ménagers	5411 à 5439	Services d'enseignement	8511 à 8591
Commerce de gros de véhicules automobiles, pièces et accessoires	5511 à 5529	Services de santé et services sociaux	8611 à 8699
Commerce de gros d'articles de quincaillerie, de plomberie et de chauffage et de matériaux de construction	5611 à 5639	Hébergement	9111 à 9221
Commerce de gros de machines, matériel et fournitures agricoles	5711 à 5799	Services de divertissement et de loisirs	9611 à 9699
Commerce de gros de produits divers	5911 à 5999	Services personnels et domestiques	9711 à 9799
Commerce de détail d'aliments, de boissons, de médicaments et de tabac	6011 à 6041	Associations	9811 à 9861
Commerce de détail de chaussures, vêtements, tissus et filés	6111 à 6151	Autres services	9911 à 9999

(Gouvernement du Québec, 2019a)

#### 2.4.4 Formalités d'immatriculation des entreprises du registre

Le registre comprend les informations déclarées des entreprises constituées au Québec ou y exerçant des activités. Il est constitué en vertu de la loi sur la publicité légale des entreprises. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, toute entreprise faisant des affaires au Québec est tenue de s'immatriculer. Les entreprises doivent déclarer notamment le nom et l'adresse personnelle de leurs actionnaires, de leurs administrateurs, de leurs associés et de leurs dirigeants non-membres du conseil d'administration, leurs activités, l'adresse de leurs établissements et les autres noms sous lesquels elles exercent leurs activités (Registre des entreprises du Québec, 2016).

« La plupart des entreprises, peu importe leur forme juridique, doivent remplir une déclaration d'immatriculation pour s'immatriculer au registre des entreprises. Cependant, en règle générale, les personnes morales constituées, en vertu d'une loi du Québec, sont immatriculées lors du dépôt de leurs documents de constitution au registre. À la suite du dépôt de leurs documents de constitution, ces personnes morales doivent produire une déclaration initiale. »

(Registraire des entreprises, 2019).

Les tableaux 1 et 2 de l'annexe 3 présentent, plus en détails, les formalités liées à l'immatriculation qui doivent être remplies par les différents types d'entreprises

#### 2.4.5 La radiation

Les entreprises qui, selon le registre (1012 entreprises), ont été radiées d'office, ou sur demande n'ont pas été mises de côté. Effectivement, la plupart des entreprises absorbées affichent un statut de radiation en raison de l'opération de fusion.

« La radiation d'office de l'immatriculation a pour effet d'empêcher l'entreprise de modifier les informations qu'elle a déclarées et qui sont contenues dans son dossier d'entreprise; de compliquer les relations d'affaires de l'entreprises avec ses partenaires privés et gouvernementaux, notamment en ce qui concerne son identification et l'exercice de ses droits; d'engendrer la dissolution de la personne morale constituée au Québec. »

(Gouvernement du Québec, 2017)

« Le Registraire peut procéder à la radiation d'office de l'immatriculation de toute entreprise ayant omis de produire deux déclarations de mise à jour annuelle consécutives; de respecter une obligation prévue par la Loi sur la publicité légale des entreprises, notamment l'obligation de produire une déclaration ou un avis demandé par le Registraire dans les 60 jours suivant la demande (article 73). »

(Gouvernement du Québec, 2017)

#### 2.4.6 Système de classification par régime juridique

Le système de classification, en fonction du régime juridique, comprend 124 régimes différents. Ceci inclut également une classe pour les entreprises constituées sous un régime extérieur au Canada (Registraire des entreprises, 2019). Les codes varient entre 011 et 407 soit en fonction des lois auxquels l'entreprise est assujettie. La liste des différents codes de régimes juridiques contenus dans la base de données est comprise à l'annexe 6.2.2 de cet ouvrage.

Une distinction est toutefois importante à faire entre les deux variables contenues dans les données, « COD\_REGIM\_JURI » et « COD\_REGIM\_JURI\_CONSTI ». Le premier est le code de régime juridique par lequel l'entreprise est régie, tandis que le deuxième renvoie au régime sous lequel l'entreprise a été constituée.

### 3. Présentation des données

Les résultats obtenus dans la compilation des données sont ici présentés de manière sommaire, donnant ainsi une idée générale de leur contenu. Il est également possible de consulter cette compilation dans le chiffrier attaché à ce document « F&A – PME QUÉBÉCOISES.xls », sous l'onglet « Compilation ». L'objectif de cet ouvrage étant de d'ajouter aux informations disponibles concernant les petites et moyennes entreprises, les analyses ont été limitées à un survol des grandes lignes de la base de données. Vous trouverez entre autres :

- La distribution et la variation des données en fonction de la taille d'entreprise.
- Le nombre de transactions annuel et trimestriel.
- La distribution des données en fonction du secteur macroéconomique.
- Les tendances générales dans les données en fonction du secteur d'activité macroéconomique.
- Ainsi qu'une représentation graphique et matricielle de chaîne de Markov.

Au total, on recense 13 308 transactions affectant 22 558 entreprises assujetties à une fusion ou acquisition (soit environ 1,7 entreprise par transaction).

Ce fait étant, les éléments sommaires qui sont contenus dans cette section pourraient être utilisés à des fins d'analyses plus avancées de la base de données. Des statistiques générales sont également attachées à chacune des sections afin d'avancer des pistes de recherche potentielles.

### 3.1 Distribution des données

#### 3.1.1 Distribution en fonction de l'intervalle d'emploi

Les données sont composées de 22 558 lignes, ces lignes représentent, à chacune, une entreprise comprise dans une opération de fusion ou d'acquisition entre le premier janvier 2017 et le 31 décembre 2021. Ces 22 558 lignes représentent donc la distribution suivante :

<b>Tableau 3.1.1.1 – Distribution des données : Taille de l'entreprise<sup>9</sup></b>			
<b>Catégorie</b>	<b>Taille<sup>10</sup></b>	<b>Nombre d'employés</b>	<b>Nombre d'entreprises assujetties (fréquence)</b>
A	Petites entreprises	1 à 5	4907
B		6 à 10	1759
C		11 à 25	1977
D		26 à 49	1086
E		50 à 99	636
F	Moyennes entreprises	100 à 249	297
G		250 à 499	109
H	Grandes entreprises	500 à 749	24
I		750 à 999	7
J		1000 à 2499	14
K		2500 à 4999	3
L		5000 ou plus	3
N	Autres	Non Déclaré	450
O		Aucun	11286
<b>TOTAL</b>			<b>22 558 entreprises</b>

En compilant ces données, on remarque que 99,77% des entreprises ayant participé à une opération de fusion sont des PME<sup>11</sup>. Ce qui est représentatif de la quantité de PME au Canada, soit 99,78% au Canada et 99,74% au Québec pour l'année 2021 (Statistique Canada, 2022f). Les petites

<sup>9</sup> Données tirées de l'onglet « Compilation », du chiffrier Excel « F&A – PME QUÉBÉCOISES.XLS ».

<sup>10</sup> Cette colonne a été ajoutée afin de pouvoir concilier les catégories utilisées par le registre des entreprises du Québec dans la classification Canadienne (Gouvernement du Canada, 2020).

<sup>11</sup> Les entreprises dont le statut d'emploi est non déclaré et Aucun (entreprises individuelle ou société de placement) ont été incluses dans les données des PME dans ce calcul.

représentent 97,97% des fusions alors que les moyennes seulement 1,80%. Seules 51 grandes entreprises ont fait l'objet de fusions entre 2017 et 2021, ce qui représente 0,23 % des entreprises.

En prenant les seuils minimums d'emploi de chacune des catégories, les entreprises comprises dans des fusions, au cours des 5 dernières années, employaient au minimum 207 944 employés. Ceci représente environ 4,87% des emplois au Québec<sup>12</sup>. Au seuil maximum<sup>13</sup>, elles employaient 441 024 individus, soit 10,33% des emplois au Québec. En moyenne, ces opérations touchaient donc 7,60% des emplois au Québec, en 2021, sur cette période de 5 ans (Institut de la statistique du Québec, 2022).

---

<sup>12</sup> Emploi total au Québec en 2021 : 4 269 000. (Institut de la statistique du Québec, 2022)

<sup>13</sup> Pour l'intervalle de 5000 emplois ou plus, le maximum utilisé est celui de 10 000 emplois.

Le tableau 3.1.2 représente la distribution des données résultantes des opérations de fusion au cours des 5 dernières années. En compilant la totalité des entreprises on observe une compression totale du nombre d'entreprises de 9 245 entreprises des suites d'une fusion, scission ou acquisition, soit 41%.

<b>Catégorie</b>	<b>Taille<sup>15</sup></b>	<b>Nombre d'employés</b>	<b>Nombre d'entreprises (fréquence)</b>	<b>Variation</b>	<b>Var. (%)</b>
A	Petites entreprises	1 à 5	2843	-2064	-42,1%
B		6 à 10	1341	-418	-23,8%
C		11 à 25	1655	-322	-16,3%
D		26 à 49	969	-117	-10,8%
E		50 à 99	592	-44	-6,9%
F	Moyennes entreprises	100 à 249	392	+95	+32%
G		250 à 499	163	+54	+49,5%
H	Grandes entreprises	500 à 749	40	+16	+66,7%
I		750 à 999	22	+15	+214,3%
J		1000 à 2499	27	+13	+92,9%
K		2500 à 4999	4	+1	+33,3%
L		5000 ou plus	5	+2	+66,7%
N	Autres	Non Déclaré	110	-340	-75,6%
O		Aucun	5151	-6136	-54,4%

Il est intéressant de noter que seules les moyennes et grandes entreprises ont des taux de variation positifs. Ceci illustre une augmentation du nombre d'entreprises, dans ces créneaux, des suites de la fusion. Cela peut également être dû à une prépondérance de moyennes et grandes entreprises à titre de partie acquéreuse dans ces transactions.

Afin de faire suite à l'exercice effectué précédemment, avec la distribution totale, ce dernier a été répété avec la distribution des entreprises fusionnées. Au seuil minimum ces 9 245 entreprises

<sup>14</sup> Données tirées de l'onglet « Compilation », du chiffrier Excel « F&A – PME QUÉBÉCOISES.XLS ».

<sup>15</sup> Cette colonne a été ajoutée afin de pouvoir concilier les catégories utilisées par le registre des entreprises du Québec dans la classification Canadienne.

employaient au minimum 262 338 employés, soit 6,15% des emplois au Québec en 2021, sur la période de 5 ans. Au seuil maximum il s'agit de 543 045 emplois et donc 12,72% des emplois. Au seuil d'emploi moyen, les entreprises composant la partie acquéreuse ou émergente d'opérations de fusions/acquisition, au cours des 5 dernières années, compilaient 402 692 emplois. Pour un pourcentage moyen de 9,43% des emplois au Québec pour l'année 2021.

Il est important de noter que les données d'emploi de certaines entreprises acquéreuses entrent en ligne de compte. Par exemple, une entreprise composant 1 000 emplois qui acquiert, par fusion, une entreprise composant 10 emplois augmentera nécessairement les statistiques dans certaines classes d'intervalle d'emploi. Il serait donc intéressant, dans une étude plus approfondie, de mesurer l'apport réel d'emplois en identifiant ce type de transactions à des fins de compilation de statistique de création ou diminution d'emplois.

### 3.1.2 Distribution en fonction du secteur macroéconomique

La distribution des données présentées ci-dessous, tient compte du nombre d'entreprises ayant participé à une opération de fusion ou d'acquisition au cours des dernières années.

<b>Secteur d'activité économique</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Total général</b>
Secteur primaire	120	130	129	158	145	682
Secteur secondaire	441	508	514	434	566	2 463
Secteur tertiaire	3 417	4 038	4 255	3 643	4 060	19 413
<b>Total général</b>	<b>3 978</b>	<b>4 676</b>	<b>4 898</b>	<b>4 235</b>	<b>4 771</b>	<b>22 558</b>

Annuellement, les données demeurent sensiblement stables. La proportion d'entreprises du secteur primaire faisant partie de fusion varie, entre 2,63% et 3,73%, du nombre de fusions total par an. Les entreprises du secteur secondaire varient, entre 10,25% et 11,86%, tandis que les entreprises du secteur tertiaire fluctuent, entre 85,10% et 86,87%. Vous trouverez, en annexe (annexe 5), les tableaux comprenant les données trimestrielles.

<sup>16</sup> Données tirées de l'onglet « Compilation », du chiffrier Excel « F&A – PME QUÉBÉCOISES.XLS ».

### 3.2 Nombre de transactions

Le tableau 3.2.1 représente le nombre total de transactions comprises dans la base de données. Celles-ci peuvent comprendre plusieurs entreprises assujetties à la relation ou encore une seule entreprise et sa contrepartie dans la fusion. Le nombre de transactions total est représenté dans la base de données, par le nombre de NEQ uniques, soit la première variable du chiffrier.

Année	2017		2018		2019		2020		2021		Total général
Nombre de transactions	2 459	NA <sup>18</sup>	2 673	+8,7%	2 805	+4,9%	2 491	-11,2%	2 880	15,6%	13 308

On peut remarquer, en 2020, une baisse significative du nombre de transactions par rapport à 2019. Le tout, suivi d'une hausse, en 2021, possiblement attribuable à des reports de fusion entre les deux années.

Lors de la consultation des données trimestrielles, il est possible d'observer que celles-ci demeurent, somme toute, stables d'une année à l'autre. Ceci fait toutefois exception au deuxième trimestre de 2020, dans lequel les transactions ont diminué de 30,7% par rapport au deuxième trimestre 2019. Par incidence, les transactions ont augmenté de 69,8% au deuxième trimestre de 2021 et de 26,4% au troisième trimestre. Les données trimestrielles, portant sur le nombre de transactions par années, sont également disponibles sous l'annexe 6.5.

<sup>17</sup> Données tirées de l'onglet « Compilation », du chiffrier Excel « F&A – PME QUÉBÉCOISES.XLS ».

<sup>18</sup> Pourcentage de variation non applicable car il s'agit de la première année d'étude.

### **3.3 Chaînes de Markov**

#### **3.3.1 Application**

Tel qu'énoncé dans la section définissant les variables contenues dans la base de données, sur laquelle s'appuie cet ouvrage, la variable « SECT\_MACRO » a été intégrée. Celle-ci a été insérée, à la suite d'un regroupement de plusieurs codes d'activité économique, afin de créer des catégories plus larges. L'objectif était de permettre la présentation de statistiques moins lourdes sans toutefois altérer les données. La méthodologie de la répartition des différents CAE, dans les trois secteurs macro, peut être consultée à la section 2.4.3 de ce document.

En fonction de cette nouvelle variable, il fût possible de générer une matrice permettant de représenter la distribution des différentes entreprises, au travers des trois secteurs et ce, une fois les opérations de fusion ou d'acquisition réalisées. Cet ouvrage s'appuie sur la littérature de Wai Ki Ching, "Markov Chains : Models, Algorithms and Applications" comme démarche dans la construction de cette matrice de transition (Ching, 2013).

Il s'agit, d'une part, d'une matrice de transition, en une étape, qui tient compte de l'entièreté des données, soit 2021 à 2022. Il s'agit ensuite de cinq autres matrices de transition, en fonction de chacune des années de données transactionnelles contenues dans la base de données. Les matrices sont présentées sous deux formes : les matrices de fréquence de transition et les matrices de probabilité de transition. Les deux se basent sur la méthode de comptage et comprennent trois « états », soit les trois catégories de la variable « SECT\_MACRO » (Ching, 2013). Vous trouverez également dans cette section des représentations graphiques de ces matrices.

#### **3.3.2 Les matrice de Markov**

La distribution suivante, ainsi que les différentes matrices, se lit comme suit. Les totaux en colonnes représentent le secteur avant l'opération de fusion, tandis que les lignes sont issues de l'opération. Par exemple, sur les 682 entreprises du secteur primaire assujetties à une opération de fusion, 525 sont toujours dans le secteur primaire, 25 ont transité vers le secteur secondaire et 132 vers le tertiaire. Il en va de même pour les autres variables ainsi que les différentes matrices.

Secteur	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Primaire	525	23	246	794
Secondaire	25	1 657	1 368	3 050
Tertiaire	132	783	17 799	18 714
<b>Total</b>	<b>682</b>	<b>2 463</b>	<b>19 413</b>	<b>22 558</b>

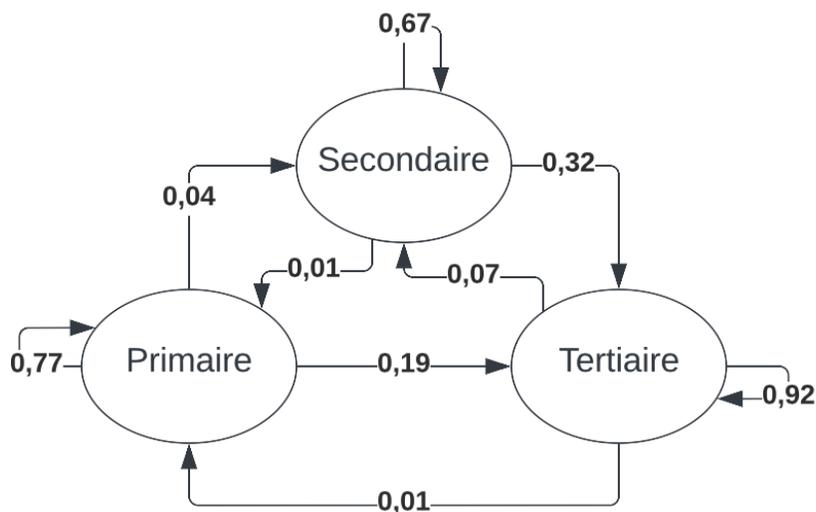
En se basant sur le tableau 3.3.3, on obtient donc une matrice de fréquence de transition :

$$F = \begin{bmatrix} 525 & 23 & 246 \\ 25 & 1\,657 & 1\,368 \\ 132 & 783 & 17\,799 \end{bmatrix}$$

Ce qui nous permet de calculer la matrice de probabilité :

$$P = \begin{bmatrix} 0,77 & 0,01 & 0,01 \\ 0,04 & 0,67 & 0,07 \\ 0,19 & 0,32 & 0,92 \end{bmatrix}$$

**Figure 3.3.4 – Représentation graphique : Chaîne de Markov**



<sup>19</sup> Données tirées de l'onglet « Compilation », du chiffrier Excel « F&A – PME QUÉBÉCOISES.XLS ».

Matrice de fréquence de transition en 5 périodes :

$$\begin{array}{ccc}
 \begin{bmatrix} 90 & 7 & 55 \\ 4 & 295 & 241 \\ 26 & 139 & 3\,121 \end{bmatrix} 2017 & 
 \begin{bmatrix} 92 & 2 & 38 \\ 7 & 325 & 250 \\ 31 & 181 & 3\,750 \end{bmatrix} 2018 & 
 \begin{bmatrix} 106 & 3 & 51 \\ 4 & 350 & 290 \\ 19 & 161 & 3\,914 \end{bmatrix} 2019 \\
 \begin{bmatrix} 128 & 7 & 64 \\ 5 & 298 & 242 \\ 25 & 129 & 3\,337 \end{bmatrix} 2020 & 
 \begin{bmatrix} 109 & 4 & 38 \\ 5 & 389 & 345 \\ 31 & 173 & 3\,677 \end{bmatrix} 2021 & 
 = F
 \end{array}$$

Matrice de probabilité en 5 périodes :

$$\begin{array}{ccc}
 \begin{bmatrix} 0,75 & 0,02 & 0,02 \\ 0,03 & 0,67 & 0,07 \\ 0,22 & 0,32 & 0,91 \end{bmatrix} 2017 & 
 \begin{bmatrix} 0,71 & 0,00 & 0,01 \\ 0,05 & 0,64 & 0,06 \\ 0,24 & 0,36 & 0,93 \end{bmatrix} 2018 & 
 \begin{bmatrix} 0,82 & 0,01 & 0,01 \\ 0,03 & 0,68 & 0,07 \\ 0,15 & 0,31 & 0,92 \end{bmatrix} 2019 \\
 \begin{bmatrix} 0,81 & 0,02 & 0,02 \\ 0,03 & 0,69 & 0,07 \\ 0,16 & 0,30 & 0,92 \end{bmatrix} 2020 & 
 \begin{bmatrix} 0,75 & 0,01 & 0,01 \\ 0,04 & 0,69 & 0,09 \\ 0,21 & 0,31 & 0,91 \end{bmatrix} 2021 & 
 = P
 \end{array}$$

En consultant les résultats des différentes matrices de probabilité, il est possible de constater que dans les différentes transitions, les entreprises fusionnées tendent à émerger majoritairement dans leur secteur d'origine. La deuxième tendance observée est celle d'un mouvement des entreprises des secteurs primaire et secondaire vers le secteur tertiaire. En effet, sur 5 ans, elles ont respectivement une probabilité de transition de 19% et 32%. À l'inverse, les entreprises du secteur tertiaire tendent majoritairement à demeurer dans leurs secteurs respectifs avec une probabilité de 92%.

### 3.4 Tendances

#### 3.4.1 Compression du nombre d'entreprises

Un autre facteur entre en ligne de compte dans cette compilation, soit, la compression du nombre d'entreprises dans le secteur. Par exemple, lorsque deux entreprises d'un même secteur procèdent à une opération de fusion, le compte total d'entreprises du secteur est réduit d'une entreprise. Il en va de même pour les acquisitions ou encore les fusions entre entreprises de secteurs différents. Dans le cas des entreprises de secteurs différents, il est probable que deux entreprises, par exemple, résultent dans un secteur tiers dans lesquelles aucune des deux n'exerçait. Il y aura ainsi, diminution en nombre de deux entreprises dans ces secteurs et augmentation d'une entreprise au sein du troisième. Secteur dans lequel aucune des deux entreprises n'était compilée. Ce facteur nommé « compression », à des fins pratiques, représente donc la probabilité que l'entreprise ne soit qu'absorbée par une autre entreprise de son secteur ou d'un autre. Ces faits ne changent pas nécessairement les activités économiques réelles de ces entreprises, mais affectent la compilation des statistiques par le décompte du nombre total d'entreprises.

Cette situation représente donc 4 transitions possibles, soit:

- L'entreprise fusionnée demeure dans le même secteur.
- L'entreprise fusionnée change de secteur macro par fusion et aboutit dans l'un des deux autres secteurs dans lequel elle n'était pas à l'origine.
- L'entreprise est absorbée par une autre entreprise
- Il y a diminution du nombre total d'entreprises.

En compilant les données et en tenant compte du nombre total d'entreprises fusionnées, par secteur, nous obtenons donc la distribution suivante :

<b>Tableau 3.3.4 – 5 ans – 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021<sup>20</sup></b>								
Entreprises comprises dans une opération de fusion								
Entreprises résultantes	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Total	
Primaire	61,0 %	416	0,69 %	17	0,60 %	116	2,43 %	549
Secondaire	2,20 %	15	50,1 %	1 234	2,82 %	547	7,96 %	1 796
Tertiaire	13,1 %	89	21,7 %	535	53,3 %	10 348	48,6 %	10 972
Compression	23,8 %	162	27,5 %	677	43,3 %	8 402	40,9 %	9 241
Total général	100 %	682	100 %	2 463	100 %	19 413	100 %	22 558

Similairement à l'approche utilisée pour les chaînes de Markov, la variable « compression » s'ajoute aux résultats possibles. En prenant en compte l'apport des autres secteurs, il est possible de calculer de manière générale la variation du dénombrement total d'entités par secteur. Afin d'illustrer les impacts, la compilation a été effectuée pour chacun des trois secteurs macroéconomiques dans la section suivante.

### 3.4.2 Secteur primaire

Tel que constaté précédemment dans le tableau 3.3.4, au total, 682 entreprises du secteur primaire ont fait l'objet d'une fusion ou d'une acquisition depuis 2017. 416 ont conservé le même code d'activité macroéconomique et 266 n'ont plus le même code. En compilant les données, il est possible d'apercevoir que le nombre total d'entreprises (ou de NEQ) a diminué de 162 en raison de la nature des opérations de fusions ou acquisitions.

Secteur primaire	416	60,99 %
Secteur secondaire	15	2,19 %
Secteur tertiaire	89	13,04 %
Compression	162	23,75 %

<sup>20</sup> Données tirées de l'onglet « Compilation », du chiffrier Excel « F&A – PME QUÉBÉCOISES.XLS ».

En tenant comptes des entreprises des deux autres secteurs ayant changé de code d'activité macro pour aboutir dans le secteur primaire (soit 17 en provenance du secteur secondaire et 116 du secteur tertiaire).

Secteur secondaire	17	12,78 %
Secteur tertiaire	116	87,21 %

Nous obtenons donc une compression du nombre total d'entreprise dans le secteur primaire de 133<sup>21</sup>. Soit une diminution de 19,5% du nombre total d'entreprises du secteur primaire.

### 3.4.2 Secteur secondaire

Au total, 2 463 entreprises du secteur secondaire ont fait l'objet d'une fusion ou d'une acquisition depuis 2017. 1 229 entreprises de ce secteur ont changé de secteur ou été absorbées des suites d'une fusion.

Secteur primaire	17	0,69 %
Secteur secondaire	1234	50,10 %
Secteur tertiaire	535	21,72 %
Compression	677	27,48 %

562 entreprises des deux autres secteurs ont résulté dans le secteur secondaire.

Secteur primaire	15	2,66 %
Secteur tertiaire	547	97,33 %

Nous obtenons donc une compression du nombre total d'entreprise dans le secteur secondaire de 667 entreprises. Soit une diminution de 27,1% du nombre total d'entreprises du secteur secondaire.

<sup>21</sup> 682 entreprises du secteur primaire, -104 maintenant dans le secteur secondaire et tertiaire, -162 diminution du nombre total d'entreprises, +133 en provenance d'autres secteur. Pour un total de 549, soit une diminution de 133.

### 3.4.3 Secteur tertiaire

Au total, 19 413 entreprises du secteur tertiaire ont fait l'objet d'une fusion ou d'une acquisition depuis 2017. 9 065 entreprises de ce secteur ont changé ou été absorbées des suites d'une fusion.

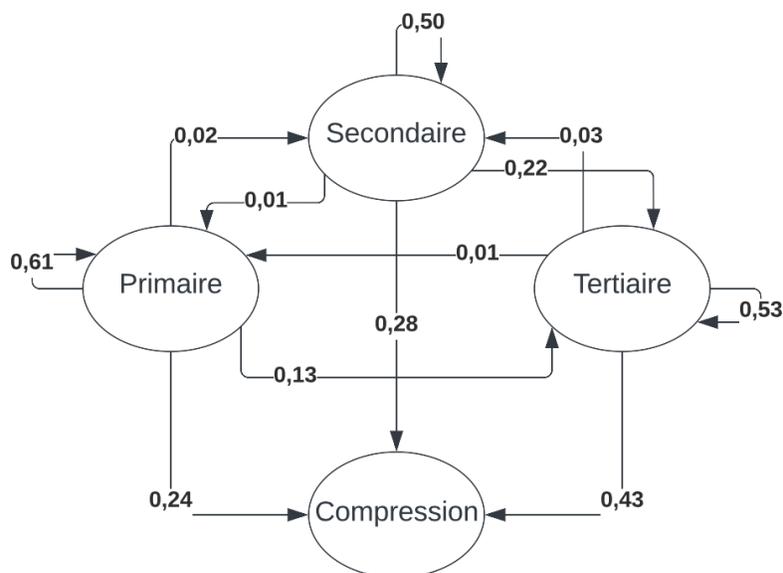
Secteur primaire	116	0,60 %
Secteur secondaire	547	2,81 %
Secteur tertiaire	10348	53,30 %
Compression	8402	43,28 %

624 entreprises des deux autres secteurs ont résulté dans le secteur tertiaire.

Secteur primaire	89	14,26 %
Secteur secondaire	535	85,74 %

Nous obtenons donc une compression du nombre total d'entreprises dans le secteur tertiaire de 8 441. Soit une diminution de 43,5% du nombre total d'entreprises du secteur tertiaire.

**Figure 3.3.5 – Représentation graphique**



Le graphique 3.3.5 offre une vue d'ensemble des évolutions dans chacun des secteurs macroéconomiques

#### 4. Conclusion

La problématique à laquelle nous souhaitons répondre au commencement de cet ouvrage était le manque de données secondaires sur les fusions et acquisitions, plus particulièrement concernant les PME. L'objectif fixé dans le cadre cet essai était donc de générer une base de données secondaire, permettant d'obtenir des données quantitatives facilement analysables concernant les fusions et acquisitions de ce créneau d'entreprises.

Nous avons donc couvert dans cet ouvrage les étapes de la création de la base de données, contenant les 5 dernières années de transactions de type F&A au Québec et détaillé la méthodologie de traitement des données du registre des entreprises du Québec, afin de créer une base de données facilement analysable. Nous avons également détaillé le contenu de celle-ci, y compris les données secondaires utilisées. Les informations concernant les différentes variables contenues dans la base de données ont été décortiquées et documentées.

Les résultats présentés comprenaient entre autres la distribution des données en fonction de l'intervalle d'emploi, permettant de mieux segmenter les participants aux différentes opérations de fusion et d'acquisition dans la province. Également, une distribution de ces entreprises en fonction de leur secteur d'activité macroéconomique a été présentée, permettant de quantifier le nombre de transactions par secteur. Les résultats comprenaient aussi les tendances de marché, en fonction du secteur d'activité économique, ainsi qu'une compilation du nombre de transactions trimestrielles. Donnant ainsi un ordre de grandeur de l'activité des différents acteurs économiques, en ce qui concerne les opérations de fusion et d'acquisition.

À cela s'ajoute l'élaboration des graphiques et matrices de chaînes de Markov. Grâce à elles, il est possible de constater les différentes tendances d'évolution au sein des trois secteurs industriels de l'économie du Québec. Entre autres, une tendance notable de déplacement des entreprises vers le secteur tertiaire, soit le secteur économique des services. Tendance à laquelle les entreprises du secteur secondaire sont les plus contributives. Il fut également possible de constater une diminution du nombre de joueurs total par secteurs, qui est particulièrement marquée dans le secteur tertiaire.

Bien que la base de données ait ses limites dans les possibilités d'analyses, nous espérons que celle-ci pourra être analysée, reprise et complémentée. L'ajout de variables aux fins d'analyse est certainement une possibilité grâce aux informations fournies par le registre des entreprises du Québec. Également, les matrices construites dans le cadre de ce travail sont de bonnes bases d'analyse et peuvent être utilisées à de multiples escients. Cette contribution à l'ajout de données secondaires publiques risque, nous l'espérons, de faciliter des analyses plus poussées sur ce créneau important dans la santé économique canadienne.

## 5. Bibliographie

### Avant-propos

STATISTIQUE CANADA. (2022a). *Le Quotidien — Nombre d'entreprises canadiennes, décembre 2021*. Statistique Canada Version mise à jour en février 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3310049301> (Consulté en février 2022)

- Cité dans le texte : (Statistique Canada, 2022a)

STATISTIQUE CANADA. (2022) *Emploi pour l'ensemble des salariés selon la taille d'entreprise, données annuelles*. Statistique Canada, Version mise à jour en mars 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410021501> (Consulté en février 2022).

- Cité dans le texte : (Statistique Canada, 2022b)

GOVERNEMENT DU CANADA. (2020). *Principales statistiques relatives aux petites entreprises — 2020*. Gouvernement du Canada. Version mise à jour en décembre 2020, <https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2020> (Consulté en février 2022)

- Citer dans le texte : (Gouvernement du Canada, 2020)

Normandin, F. (2016, 1 juin). *Économie : LA PME : VÉRITABLE POUMON DE NOS ÉCONOMIES*. Gestion HEC Montréal. <https://www.revuegestion.ca/la-pme-veritable-poumon-de-nos-economies>, (Consulté en février 2022)

- Cité dans le texte : (Normandin, 2016)

Laprade, Y. (2011, 7 septembre). *Un peu d'oxygène à la PME et le Québec respirera mieux*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/economie/330798/un-peu-d-oxygene-a-la-pme-et-le-quebec-respirera-mieux> (Consulté en février 2022)

- Cité dans le texte : (Laprade, 2011)

Halin, F. (2015, 20 octobre). *Les PME canadiennes cherchent un second souffle*. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/economie/452982/les-pme-canadiennes-cherchent-un-second-souffle>, (Consulté en février 2022)

- Cité dans le texte : (Halin, 2015)

## Introduction

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2022). *Accueil : Rechercher une entreprise au registre*. Registraire des entreprises. <https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/default.aspx> (Consulté en mars 2022)

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2022a)

BDC. (2021, 6 octobre). *Fusions et acquisitions (F & A)*. BDC. <https://www.bdc.ca/fr/articles-outils/boite-outils-entrepreneur/gabarits-documents-guides-affaires/glossaire/fusions-et-acquisitions> (Consulté en avril 2022)

- Cité dans le texte : (BDC, 2021)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2021, 13 mai). *Fusion de sociétés par actions*. Registraire des entreprises Québec, [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/modifier/modifier\\_actes/fusion\\_sa.aspx](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/modifier/modifier_actes/fusion_sa.aspx), (Consulté en avril 2022).

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2021a)

Registraire des entreprises. (2019, 18 avril). *Données publiques sur les entreprises au Québec : Guide d'utilisation*. Registraire des entreprises. Version mise à jour en avril 2019. <https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/sepf/formulaires/in-537.aspx> (Consulté en avril 2022)

- Cité dans le texte : (Registraire des entreprises, 2019)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2022). *Accès aux données ouvertes du registraire*. Registraire des entreprises du Québec. Version mise à jour en novembre 2022. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2\\_22A\\_PIU\\_RecupDonnPub\\_PC/PageDonneesOuvertes.aspx](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2_22A_PIU_RecupDonnPub_PC/PageDonneesOuvertes.aspx), (Consulté en avril 2022).

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2022b)

## Méthodologie

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2021). *Accès aux données ouvertes du registraire*. Registraire des entreprises du Québec. Version mise à jour en décembre 2021. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2\\_22A\\_PIU\\_RecupDonnPub\\_PC/PageDonneesOuvertes.aspx](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2_22A_PIU_RecupDonnPub_PC/PageDonneesOuvertes.aspx), (Consulté décembre 2021).

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2021b)

STATISTIQUE CANADA. (2022). *Intendance des données : Introduction aux normes en matière de données et aux métadonnées*. Statistique Canada. Version mise à jour en juin 2022. <https://www.statcan.gc.ca/fr/afc/litteratie-donnees/catalogue/892000062021006> (Consulté en mars 2022).

- Cité dans le texte : (Statistique Canada, 2022d)

Registraire des entreprises. (2019, 18 avril). *Données publiques sur les entreprises au Québec : Guide d'utilisation*. Registraire des entreprises. Version mise à jour en avril 2019. <https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/sepf/formulaires/in-537.aspx> (Consulté en février 2022)

- Cité dans le texte : (Registraire des entreprises, 2019)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2019). *Code d'activité économique (CAE)*. Registraire des entreprises du Québec. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQEntrepriseGRExt/GR/GR99/GR9\\_9A2\\_05A\\_PIU\\_AfficherMessages\\_PC/ActiEcon.html](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQEntrepriseGRExt/GR/GR99/GR9_9A2_05A_PIU_AfficherMessages_PC/ActiEcon.html) (Consulté en mai 2022)

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2019a)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2016, 6 janvier). *Le registre et son contenu*. Registraire des entreprises. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/a\\_propos/registre/](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/a_propos/registre/) (Consulté en mai 2022)

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2016)

GOUVERNEMENT DU CANADA. (2020). *Principales statistiques relatives aux petites entreprises — 2020*. Innovation, Sciences et Développement économique Canada. <https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2020> (Consulté en février 2022)

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Canada, 2020)

STATISTIQUE CANADA. (2022). *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0*. Statistique Canada. Version mise à jour en avril 2022.

[https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD\\_f.pl?Function=getVD&TVD=1369825&HPA=1](https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=1369825&HPA=1) (Consulté en juillet 2022).

- Cité dans le texte : (Statistique Canada, 2022e)

- Schettkat, R. & Yocarini, L. (2003, 1 décembre). *The Shift to Services : A Review of the Literature*. SSRN. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=487282](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=487282) (Consulté en juillet 2022).
- Cité dans le texte : (Schettkat & Yocarini, 2003)
- Black, J., Hashimzade, N. & Myles, G. (Éds.). (2013). *A Dictionary of Economics*. Oxford Reference. <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780199696321.001.0001/acref-9780199696321> (Consulté en juillet 2022)
- Cité dans le texte : (Black et al., 2013)
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2019, 21 mars). *Formalités d'immatriculation pour chaque forme juridique*. Registraire des entreprises. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/demarrer/immatriculer/formalites\\_immat.aspx](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/demarrer/immatriculer/formalites_immat.aspx) (Consulté en juin 2022)
- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2019b)
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2017, 6 novembre). *La radiation d'office*. Registraire des entreprises. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/a\\_propos/registre/radiation\\_office.aspx](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/a_propos/registre/radiation_office.aspx), (Consulté en juin 2022).
- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2017)

### Présentation des données

STATISTIQUE CANADA. (2022). *Le Quotidien — Nombre d'entreprises canadiennes, décembre 2021*. Statistique Canada Version mise à jour en février 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220210/dq220210g-fra.htm> (Consulté en août 2022)

- Cité dans le texte : (Statistique Canada, 2022f)

INSTITUT DE LA STATISTIQUE QUÉBEC, (2022, 16 février). *Bilan du marché du travail au Québec en 2021 : qui a le plus profité de la hausse de l'emploi de 4,1 % ?* Institut de la Statistique du Québec. <https://statistique.quebec.ca/fr/communiqu/bilan-marche-travail-quebec-2021-qui-a-le-plus-profite-de-hausse-emploi> (Consulté en août 2022).

- Cité dans le texte : (Institut de la Statistique du Québec, 2022)

GOUVERNEMENT DU CANADA. (2020). *Principales statistiques relatives aux petites entreprises — 2020*. Innovation, Sciences et Développement économique Canada. <https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2020> (Consulté en août 2022)

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Canada, 2020)

### Chaînes de Markov

Ching, W. K. (2013). *Markov chains: models, algorithms and applications* (2nd ed., Ser. International series in operations research & management science, 189). Springer. <https://doi.org/10.1007/978-1-4614-6312-2>

- Cité dans le texte : (Wai Ki Ching, 2013)

### Annexes

Registraire des entreprises. (2019, 18 avril). *Données publiques sur les entreprises au Québec : Guide d'utilisation*. Registraire des entreprises. Version mise à jour en avril 2019. <https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/sepf/formulaires/in-537.aspx> (Consulté en août 2022)

- Cité dans le texte : (Registraire des entreprises, 2019)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. (2019). *Code d'activité économique (CAE)*. Registraire des entreprises du Québec. [https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQEntrepriseGRExt/GR/GR99/GR99A2\\_05A\\_PIU\\_AfficherMessages\\_PC/ActiEcon.html](https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQEntrepriseGRExt/GR/GR99/GR99A2_05A_PIU_AfficherMessages_PC/ActiEcon.html) (Consulté en août 2022)

- Cité dans le texte : (Gouvernement du Québec, 2019a)

## 6. Annexes

### 6.1 Annexe 1 :

#### 6.1.1 Glossaire<sup>22</sup>

Date d'immatriculation : Date à laquelle un numéro d'entreprise du Québec (NEQ) est attribué à une entreprise. Cette date ne sera jamais modifiée tout au long de l'existence de l'entreprise.

Établissement : Lieu au Québec où l'assujetti exerce des activités. L'établissement désigne, entre autres, le siège social, les bureaux et les diverses succursales d'une entreprise.

Faillite : Moyen légal par lequel une personne (physique ou morale) ou une société de personnes insolvable se libère de ses dettes soit volontairement, par une cession de ses biens, soit de manière forcée, à la suite d'une ordonnance de séquestre la dessaisissant de ses avoirs au profit d'un syndic de faillite qui en effectue le partage entre les créanciers.

Forme juridique : Caractère distinctif d'une entreprise. Parmi les différentes formes juridiques d'entreprises, il y a notamment la société par actions, la compagnie, la société de personnes, la fiducie exploitant une entreprise à caractère commercial et la coopérative.

Fusion ordinaire (FO) : Opération par laquelle deux ou plusieurs personnes morales se regroupent pour former une seule entité.

Fusion simplifiée : Opération par laquelle une société mère se regroupe avec au moins l'une de ses filiales ou par laquelle deux ou plusieurs filiales se regroupent. La société par actions qui résulte de cette fusion conserve son numéro d'entreprise du Québec (NEQ).

Immatriculation : Inscription d'une entreprise au registre des entreprises.

Numéro d'entreprise du Québec : Le NEQ est le numéro de 10 chiffres attribué à chaque entreprise au moment de son immatriculation au registre des entreprises.

Radiation d'office : Action du Registraire des entreprises consistant à radier l'immatriculation d'une entreprise, c'est-à-dire à l'annuler.

Statut d'immatriculation : État de l'immatriculation d'une entreprise au registre.

---

<sup>22</sup> Les définitions de ces annexes sont tirées du guide d'utilisation du registraire des entreprises du Québec (Registraire des entreprises, 2019).

### 6.1.2 Code d'utilisation des variables<sup>23</sup>

<b>INTVAL_EMPLO_QUE</b>	
<b>Code</b>	<b>Nombre d'employés</b>
A	1 à 5
B	6 à 10
C	11 à 25
D	26 à 49
E	50 à 99
F	100 à 249
G	250 à 499
H	500 à 749
I	750 à 999
J	1000 à 2499
K	2500 à 4999
L	5000 ou plus
N	Non Déclaré
O	Aucun

<b>COD_REL_ASSUJ</b>	
<b>Code</b>	<b>Type de relation</b>
CO	Conversion
FO	Fusion ordinaire
FS	Fusion simplifiée
IN	Intégration
RP	Remplacé par
SC	Scission

<sup>23</sup> Les codes d'utilisation des variables de ces annexes, sous une forma abrégée, sont tirées du guide d'utilisation du registraire des entreprises du Québec (Registraire des entreprises, 2019).

<b>COD_STAT_IMM</b>	
<b>Code</b>	<b>Statut d'immatriculation</b>
AI	Avis d'intention de constitution
IM	Immatriculée
NI	Non immatriculée
RD	Radiée sur demande
RO	Radiée d'office
RX	Radiée d'office [article 59]

<b>Code</b>	<b>État de faillite de l'entreprise</b>
N	L'entreprise n'est pas en situation de faillite
Vide	L'entreprise se trouve ou s'est trouvé en situation de faillite

## 6.2 Annexe 2

### 6.2.1 Code d'activité économique (CAE)<sup>24</sup>

DESCRIPTIF	CAE
Agriculture	0111 à 0171
Pêche et piégeage	0311 à 0339
Exploitation forestière	0411 à 0412
Mines	0611 à 0629
Extraction du pétrole et du gaz naturel	0711
Carrières et gravières	0811 à 0821
Industries des aliments	1011 à 1099
Industries des boissons	1100 à 1141
Industries du tabac	1211 à 1221
Industries des produits du caoutchouc	1511 à 1599
Industries des produits en matière plastique	1611 à 1699
Industries du cuir et des produits connexes	1711 à 1719
Industries du cuir et des produits connexes	1711 à 1719
Industries textiles de première transformation	1811 à 1831
Industrie des produits textiles	1991 à 1999
Industries de l'habillement	2431 à 2499
Industries du bois	2511 à 2599
Industries du meuble et des articles d'ameublement	2611 à 2699
Industries du papier et des produits en papier	2711 à 2799
Industrie de première transformation des métaux	2911 à 2999
Industrie de la fabrication des produits métalliques	3011 à 3099
Industries de la machinerie (sauf électrique)	3111 à 3199
Industries du matériel de transport	3211 à 3299
Industries des produits électriques et électroniques	3311 à 3399
Industries des produits minéraux non métalliques	3511 à 3599
Industries des produits du pétrole et du charbon	3611 à 3699
Industries chimiques	3711 à 3799
Autres industries manufacturières	3911 à 3999
Services relatifs à l'agriculture	0200 à 0233
Services forestiers	0511
Services miniers	0900 à 0929
Imprimerie, édition et industries connexes	2811 à 2851
Constructeurs, promoteurs et entrepreneurs généraux	4011 à 4039
Entrepreneurs spécialisés	4211 à 4299
Services relatifs à la construction	4411 à 4499
Transports	4511 à 4599
Transports par pipelines	4611 à 4619
Entreposage	4711 à 4799
Communications	4811 à 4842
Autres services publics	4911 à 4999
Commerce de gros de produits agricoles	5011 à 5019
Commerce de gros de produits pétroliers	5111 à 5112
Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons, de médicaments et de tabac	5211 à 5241
Commerce de gros de vêtements, chaussures, tissus et mercerie	5311 à 5329
Commerce de gros d'articles ménagers	5411 à 5439
Commerce de gros de véhicules automobiles, pièces et accessoires	5511 à 5529
Commerce de gros d'articles de quincaillerie, de plomberie et de chauffage et de matériaux de construction	5611 à 5639
Commerce de gros de machines, matériel et fournitures agricoles	5711 à 5799
Commerce de gros de produits divers	5911 à 5999
Commerce de détail d'aliments, de boissons, de médicaments et de tabac	6011 à 6041
Commerce de détail de chaussures, vêtements, tissus et filés	6111 à 6151
Commerce de détail de meubles, appareils et accessoires d'ameublement de maison	6211 à 6239
Commerce de détail de véhicules automobiles, de pièces et d'accessoires	6311 à 6413
Autres types de commerce de détail	6511 à 6599

24

Commerce de détails hors magasin	6911 à 6921
Intermédiaires financiers de dépôt	7011 à 7052
Sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises	7111 à 7129
Sociétés d'investissement	7211 à 7299
Sociétés d'assurances	7311 à 7339
Autres intermédiaires financiers	7411 à 7499
Services immobiliers (sauf les lotisseurs)	7511 à 7599
Agences d'assurances et agences immobilières	7611 à 7613
Services aux entreprises	7711 à 7799
Services de l'administration fédérale	8111 à 8176
Services de l'administration provinciale	8221 à 8276
Services des administrations locales	8321 à 8375
Organismes internationaux et autres organismes extraterritoriaux	8411
Services d'enseignement	8511 à 8591
Services de santé et services sociaux	8611 à 8699
Hébergement	9111 à 9221
Services de divertissement et de loisirs	9611 à 9699
Services personnels et domestiques	9711 à 9799
Associations	9811 à 9861
Autres services	9911 à 9999

(Gouvernement du Québec, 2019a)

6.2.2 Code de régime juridique<sup>25</sup>

CODE	DESCRIPTIF	CODE	DESCRIPTIF
11	QUÉBEC : Loi sur les assurances (RLRQ, C. A-32)	111	QUÉBEC : Loi sur regroupement et la gestion des commissions scolaires ( L.Q. 1971, C.67)
13	QUÉBEC : Loi sociétés de développement de l'entreprise québécoise (RLRQ, C. S-28)	112	QUÉBEC : Loi sur les corporation de fonds de sécurité (RLRQ, C. C-69.1)
14	QUÉBEC : Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (RLRQ, C. C-44)	113	QUÉBEC : Loi sur l'organisation municipale de certains territoires (RLRQ, C. 0-8)
15	QUÉBEC : Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (RLRQ, C. C-45)	114	QUÉBEC : Loi sur l'instruction publique ( RLRQ, C. I-13.3 )
16	QUÉBEC : Loi sur les sociétés d'exploration minière (RLRQ, C. S-26)	115	QUÉBEC : Code municipal (RLRQ, C. C-27.1)
17	QUÉBEC : Loi sur sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers ( S.Q., 1941, C. 129)	116	QUÉBEC : Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, C. S-8)
18	QUÉBEC : Loi sur les syndicats d'élevage (RLRQ, C. S-39)	117	QUÉBEC : Loi sur la mise en marché des produits agricoles (RLRQ, C. M-35)
19	QUÉBEC : Loi sur les compagnies de flottage (RLRQ, C. C-42)	118	QUÉBEC : Loi sur les villes minières (RLRQ, C. V-7)
20	QUÉBEC : Loi sur les sociétés de construction ( S.Q., 1941, C.287)	119	QUÉBEC : Loi sur les villages miniers (RLRQ, C. V-6)
21	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 1 (RLRQ, C. C-38)	120	QUÉBEC : Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, C. A-19.1)
22	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 2 (RLRQ, C. C-38)	121	QUÉBEC : Loi sur la conservation de la faune (RLRQ, C. C-61)
23	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)	122	CANADA : Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique (S.C. 1948, c. 84)
24	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)	123	QUÉBEC : Code des professions (RLRQ., C. C-26)
25	QUÉBEC : Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (RLRQ, C. C-4)	124	CANADA : Loi sur les Indiens, L.R.C. 1985, c. I-5
26	QUÉBEC : Loi sur les clubs de chasse et de pêche (RLRQ, C. C-22)	125	QUÉBEC : Charte de la ville de Montréal (RLRQ, C-11.4)
27	QUÉBEC : Loi sur les chevaliers de colomb de la province de Québec (S.Q.1952-19533) C.134)	126	QUÉBEC : Charte de la ville de Québec (RLRQ, chapitre C-11.5)
28	QUÉBEC : Loi sur les compagnies de cimetièrre (RLRQ, C. C-40)	127	QUÉBEC : Loi sur la probation et les établissements de détention (S.Q., C P-26)
29	QUÉBEC : Loi sur les corporation de cimetièrres catholiques romains (RLRQ, C. C-69)	128	QUÉBEC : Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik (RLRQ, C. V-6.1)
30	QUÉBEC : Loi sur les coopératives (RLRQ, C. C-67.2)	129	CANADA : Loi sur les Corporations canadiennes, S.R.C. 1970, c. C-32
31	QUÉBEC : Loi sur les sociétés d'entraide économique (RLRQ, C. S-25.1)	130	QUÉBEC : Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones, cris (RLRQ, C. S-5)
32	Autre loi étrangère	131	QUÉBEC : Code civil du Québec
34	QUÉBEC : Loi sur les évêques catholiques romains (RLRQ, C. E-17)	132	CANADA : Loi sur les chambres de commerce, L.R.C. 1985, c. B-6
35	QUÉBEC : Loi sur la constitution de certaines églises (RLRQ, C. C-63)	133	QUÉBEC : Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ C. S-2.1)
36	QUÉBEC : Loi sur les associations coopératives (RLRQ, C. A-24)	140	ONTARIO : Loi sur les personnes morales, L.R.O.1990, c. C-38
37	QUÉBEC : Loi sur les cercles agricoles (RLRQ, C. C-9)	141	Charte de l'Ontario
38	QUÉBEC : Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19)	142	CANADA : Loi sur les sociétés d'assurances, L.C. 1991, c. 47
39	QUÉBEC : Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (RLRQ, C. C-29)	143	ONTARIO : Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif, L.O. 2010, chap. 15
40	QUÉBEC : Loi sur les fabriques (RLRQ, C. F-1)	200	QUÉBEC : Loi sur les compagnies de cimetièrres catholiques romains (RLRQ, C. C-40.1)
42	QUÉBEC : Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (RLRQ, C. S-29.01)	201	CANADA : Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, L.R.C.,1991,CH.45
43	QUÉBEC : Loi sur les compagnies de fidéicommiss (RLRQ, C. C-41)	202	QUÉBEC : Loi sur les décrets de convention collective (RLRQ, C. D-2)

<sup>25</sup> <https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/sepf/formulaires/in-537.aspx>

44	QUÉBEC : Loi sur les sociétés agricoles et laitières (RLRQ, C. S-23)	203	QUÉBEC : Loi sur la mise marché des produits agricoles, alimentaires et pêche (RLRQ., C. M-35.1)
45	QUÉBEC : Loi sur les sociétés d'agriculture (RLRQ, C. S-25)	204	QUÉBEC : Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, C. C-61.1)
46	QUÉBEC : Loi des sociétés de colonisation (S.R.Q., 1964, Chapitre 104)	205	QUÉBEC : Loi sur la probation et sur les établissements de détention (RLRQ, C. S-4.01)
47	QUÉBEC : Loi sur les sociétés d'horticulture (RLRQ, C. S-27)	206	QUÉBEC : Loi sur l'organisation territoriale municipale (RLRQ, C. O-9)
48	QUÉBEC : Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (RLRQ, C. S-31)	300	Autre loi canadienne
49	QUÉBEC : Loi sur sociétés préventives de cruauté envers les animaux (RLRQ, C. S-32)	302	ALBERTA : Business Corporations Act, RSA 2000, c. B-9
50	QUÉBEC : Loi sur les syndicats coopératifs (RLRQ, C. S-38)	303	COLOMBIE-BRITANNIQUE : Business Corporations Act, S.B.C. 2002, c. 57
51	QUÉBEC : Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, C. C-67.3)	304	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : Compagnies Act, RSPEI 1988, c. C-14
52	QUÉBEC : Loi du Québec à caractère privé	305	MANITOBA : Loi sur les corporations, C.P.L.M. c. C225
53	QUÉBEC : Loi du Québec à caractère public	306	NOUVEAU-BRUNSWICK : Loi sur les corporations commerciales, L.N.B., c. B-9.1
61	QUÉBEC : Loi sur les compagnies minières (RLRQ, C. C-47)	307	NOUVELLE-ÉCOSSE : Companies Act, R.S.N.S. 1989, c. 81
72	QUÉBEC : Loi sur les corporations religieuses (RLRQ, C. C-71)	309	NUNAVUT : Loi sur les sociétés par actions, L.T.N.-O. (Nu.) 1996, c. 19
73	QUÉBEC : Loi sur les clubs de récréation (RLRQ, C. C-23)	310	SASKATCHEWAN : Business Corporations Act, R.S.S. 1978, c. B-10
80	QUÉBEC : Loi constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques du Québec (S.Q. 1936, c.50)	311	TERRE-NEUVE ET LABRADOR : Corporations Act, R.S.N.L. 1990, c. C-36
81	QUÉBEC : Loi constituant en corporation la Fédération des guides catholiques du Québec (S.Q. 1940, c. 123)	312	TERRITOIRES DU NORD-OUEST : Loi sur les sociétés par actions, L.T.N.-O 1996, c.19
82	QUÉBEC : Loi sur les syndicats professionnels (RLRQ, C. S-40)	315	ALBERTA : Companies Act, RSA. 2000, c. C-21
83	QUÉBEC : Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19)	316	COLOMBIE-BRITANNIQUE : Business Corporations Act, S.B.C. 2002, c. 57
84	QUÉBEC : Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, C. S-4.2)	317	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : Compagnies Act, RSPEI 1988, c. C-14
86	QUÉBEC : Loi sur la Société St-jean-Baptiste de Trois-Rivières (S.Q. 1954-1955, C-161)	318	MANITOBA : Loi sur les corporations, C.P.L.M. c. C225
87	QUÉBEC : Loi sur la Société St-Jean-Baptiste du Québec (S.Q. 1937, c.141)	319	NOUVEAU-BRUNSWICK : Loi sur les compagnies, L.R.N.-B., 1973, c. C-13
90	QUÉBEC : Loi concernant les fédérations, conseils centraux et syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) (L.Q. 1996, c. 98)	320	NOUVELLE-ÉCOSSE : Societies Act, R.S.N.S. 1989, C. 435
95	QUÉBEC : Loi concernant la fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), ses affiliés et leurs syndicats (L.Q. 1994, c.78)	322	NUNAVUT : Loi sur les sociétés par actions, L.T.N.-O. (Nu.) 1996, c. 19
101	CANADA : Loi du Canada à caractère privé	323	SASKATCHEWAN : Non-profit Corporations Act, 1995, R.S.S. 1995, c. N-4.2
102	CANADA : Loi du Canada à caractère public	324	TERRE-NEUVE ET LABRADOR : Corporations Act, R.S.N.L. 1990, c. C-36
103	ONTARIO : Loi sur les sociétés par actions, L.R.O. c. B.16	325	TERRITOIRES DU NORD-OUEST : Societies Act, R.S.N.W.T. 1988, c.S-11
104	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44	326	YUKON : Loi sur les sociétés par actions, L.R.Y., c. 20
105	CANADA : Loi sur les sociétés d'assurances, L.C. 1991, c. 47	327	CANADA : Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, L.C. 2009, ch.23
106	CANADA : Loi sur les banques et les opérations bancaires, L.C. 1991, c.46	328	CANADA: Loi canadienne sur les coopératives, L.C. 1998, c.1
107	QUÉBEC : Fond mutuel constitué par acte de fucicie	400	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38
108	CANADA : Loi sur les Corporations canadiennes, Partie 1, S.R.C. 1970, c. C-32	405	QUÉBEC : Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (RLRQ, C. S-25.1)
109	QUÉBEC : Loi mixte non québécoise	406	QUÉBEC : Loi sur les assureurs (RLRQ, chapitre A-32.1)
110	QUÉBEC : Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, C. F-5)	407	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : Business Corporations Act, RSPEI 1988, Chapter B-6.01

(Registraire des entreprises, 2019)

### 6.3 Annexe 3

#### 6.3.1 Figure 1 : Entreprises dont les informations sont manquantes, hors province, avec établissement au Québec.

Dans ce cas, la deuxième ligne du fichier a été supprimée, n'apportant pas d'informations pertinentes à l'analyse. Ces entreprises dont les informations sont manquantes sont habituellement situées hors province, sans établissement au Québec.

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
3	1	2017	REMP LIS	REMP LIS
3	2	2017	<b>VIDE</b>	<b>VIDE</b>

#### 6.3.2 Figure 2 : Entreprises ayant fusionné avec une entreprise du Québec entre 2010 et 2017

Tel que mentionné dans le texte, en raison de la configuration du fichier, certaines informations n'ont pu être récupérées. Dans le cas exemple ci-dessous, la deuxième ligne de données aurait été supprimée en raison du manque d'information concernant l'entreprise absorbante.

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
3	1	<b>2010</b>	REMP LIS	REMP LIS
3	2	<b>2017</b>	<b>VIDE</b>	REMP LIS

Ici, la première ligne de données correspond aux informations d'une fusion ayant été réalisée à l'année 2000, année qui a été exclue de la base de données (2010 et moins). Elle n'était donc pas dans le chiffrier à la suite de l'extraction du logiciel SPSS. Les informations sont donc apparues comme suit :

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
3	2	<b>2017</b>	<b>VIDE</b>	REMP LIS

Pour les mêmes raisons que le scénario 3, les lignes ayant cette configuration ont été retirées.

### 6.3.3 Figure 3 : Entreprise dont seules les informations du NEQ ou du NEQ\_ASS apparaissent

Ce type de lignes apparaissant dans la base de données sont des entreprises dont les acquisitions se situent hors de la province de Québec, ne possédant pas d'établissement ni d'employés dans la province. En raison leur configuration ne permettait pas d'apporter les informations pertinentes de la partie absorbante ou absorbée de la transaction, celles-ci ont été supprimées. La situation inverse a également été constatée dans le traitement et les lignes supprimées.

Informations du NEQ manquantes : Une seule ligne

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
2	1	2011	<b>VIDE</b>	REMP LIS

Informations des NEQ\_ASSUJ\_REL manquantes : Une seule ligne

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
2	1	2011	REMP LIS	<b>VIDE</b>

Informations des NEQ manquantes : Plusieurs lignes

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
3	1	2011	<b>VIDE</b>	REMP LIS
3	2	2017	<b>VIDE</b>	<b>VIDE</b>

Informations des NEQ\_ASSUJ\_REL manquantes : Plusieurs lignes

NEQ	NEQ_ASSUJ_REL	DATE FUSION	Informations NEQ	Informations NEQ_ASSUJ_REL
3	1	2011	REMP LIS	<b>VIDE</b>
3	2	2017	<b>VIDE</b>	<b>VIDE</b>

6.4 Annexe 4 : Nombre d'entreprises fusions/acquises par trimestre<sup>26</sup>

Tableau 6.4.1 - 2017					Total
Secteur d'activité économique	T1	T2	T3	T4	
Secteur primaire	41	22	24	33	120
Secteur secondaire	146	113	79	103	441
Secteur tertiaire	1120	675	730	892	3417
<b>Total général</b>	<b>1307</b>	<b>810</b>	<b>833</b>	<b>1028</b>	<b>3978</b>

Tableau 6.4.2 - 2018					Total
Secteur d'activité économique	T1	T2	T3	T4	
Secteur primaire	39	29	32	30	130
Secteur secondaire	167	107	89	145	508
Secteur tertiaire	1346	834	923	935	4038
<b>Total général</b>	<b>1552</b>	<b>970</b>	<b>1044</b>	<b>1110</b>	<b>4676</b>

Tableau 6.4.3 - 2019					Total
Secteur d'activité économique	T1	T2	T3	T4	
Secteur primaire	44	35	18	32	129
Secteur secondaire	199	119	80	116	514
Secteur tertiaire	1490	926	825	1014	4255
<b>Total général</b>	<b>1733</b>	<b>1080</b>	<b>923</b>	<b>1162</b>	<b>4898</b>

Tableau 6.4.4 - 2020					Total
Secteur d'activité économique	T1	T2	T3	T4	
Secteur primaire	51	38	30	39	158
Secteur secondaire	158	83	76	117	434
Secteur tertiaire	1426	591	651	975	3643
<b>Total général</b>	<b>1635</b>	<b>712</b>	<b>757</b>	<b>1131</b>	<b>4235</b>

Tableau 6.4.5 - 2021					Total
Secteur d'activité économique	T1	T2	T3	T4	
Secteur primaire	40	43	29	33	145
Secteur secondaire	171	165	93	137	566
Secteur tertiaire	1441	938	851	830	4060
<b>Total général</b>	<b>1652</b>	<b>1146</b>	<b>973</b>	<b>1000</b>	<b>4771</b>

<sup>26</sup> Ces données trimestrielles sont tirées des données contenues dans le fichier assemblé aux fins de cet ouvrage, soit le chiffrier « F&A – PME QUÉBÉCOISES.xls ».

6.5 Annexe 5 : Nombre de transactions par trimestre<sup>27</sup>

Trimestre				Total 2017
T1	T2	T3	T4	
821	498	508	632	2 459

Trimestre				Total 2018
T1	T2	T3	T4	
857	575	563	678	2 673

Trimestre				Total 2019
T1	T2	T3	T4	
952	612	534	707	2 805

Trimestre				Total 2020
T1	T2	T3	T4	
918	424	478	671	2 491

Trimestre				Total 2021
T1	T2	T3	T4	
972	720	604	584	2 880

<sup>27</sup> Ces données trimestrielles sont tirées des données contenues dans le fichier assemblé aux fins de cet ouvrage, soit le chiffrier « F&A – PME QUÉBÉCOISES.xls ». Sous l'onglet « Compilation ».